

T2137 - 713 - 10 00 F  
3792137010003 07130

# le monde hebdô Libertaire

Organe de la FÉDÉRATION ANARCHISTE

adhérente à l'I.F.A.

N°713 JEUDI 23 JUIN 1988 10,00 F

## POLLUTION

# La fuite au prochain numéro



### EXPRESSION

Un dessin en-dehors des modes.  
Débat avec Cardon, samedi 25 juin à la librairie du Monde libertaire.  
PAGE 10



### BIRMANIE

Les matraques et la sauvagerie peuvent-elles indéfiniment sauver le régime birman.  
PAGE 7

### EXTRÊME DROITE

La génération cannibale est de retour.  
PAGE 12



De la navigation à la vie en communauté, l'itinéraire d'un anti-impérialiste.  
PAGE 6



# communiqués éditions

### • PARIS

Le groupe Louise-Michel, avec la participation de nombreuses associations, organise une fête place des Abbesses, le samedi 25 juin, de 14 h à 19 h, avec vidéo, expositions, stands, spectacles, jeux, buffet, venez nombreux.

### • LILLE

La voix sans maître du vendredi 24 juin, émission du groupe Benoît-Brouchoux sur Radio-Campus (91.4 MHz), de 21 h à 23 h, sera consacrée à la campagne d'Amnesty International sur la « violation des droits de l'homme en Syrie ».

### • ARGENTEUIL

Suite au décès de l'un de ses plus proches compagnons, Salvador Haro, le groupe Kropotkine a décidé de porter son nom. L'intitulé du groupe sera donc : groupe anarchiste communiste Salvador-Haro.

### • MELUN

Le groupe Louis-Lecoin de Melun tiendra un stand à la fête de « Sémaphore » (journal alternatif local), organisée en collaboration avec « Politis », qui se déroulera le vendredi 24 juin 1988, de 18 h à 24 h, au gymnase du C.E.-S.N.E.C.M.A., chemin du Clocher à Dammarie-les-Lys. Entrée : 20 F.

## Souscription

Sous les pavés... un livre. Les émissions « Femmes libres », « Chronique du lundi », « Blues en liberté », « Chronique syndicale » de Radio-Libertaire, le groupe Pierre-Besnard de la Fédération anarchiste fêtent les 20 ans de Mai 68 en allant à la rencontre de quelques-uns et quelques-unes de ces anonymes qui ont été les véritables « acteurs » et « actrices » de Mai 68. Les témoignages de nos rencontres seront publiés à l'automne prochain. Pour nous aider à les faire paraître, nous lançons une souscription de 50 F minimum. Les chèques sont à libeller à l'ordre de H. Lenoir et à adresser à la librairie du Monde libertaire, 145, rue Amélot, 75011 Paris.

## sommaire

PAGE 2 : Informations des groupes de la Fédération anarchiste — PAGE 3, Société : Déchets : les fruits du capitalisme, « Aux armes chers Tourangeaux ! » — PAGE 4, Luites : Stratégies dans l'imprimerie, La C.G.T. hausse le ton, Aggression fasciste à Lyon-Montrochet, T.U.C. à la R.A.T.P., En bref — PAGE 5, Société : Racisme programmé en Seine-Saint-Denis, Eric Hébert : la lutte est-elle finie ? Un nouveau paysage politique — PAGE 6, Dossier : Interview de Daniel Guerrier — PAGE 7, Dans le monde : Birmanie, Grève dans l'hôtellerie à Madrid — PAGE 8, Dans le monde : Slovaquie, Mario Ines Torres, Les Verts en Allemagne fédérale, El Salvador — PAGE 9, Informations internationales : Martin Foran, Répression en Sicile, Insoumis italiens, Espagne : femmes contre l'armée, Grèce, Revue de presse, Brésil — PAGE 10, Expressions : Interview de Cardon — PAGE 11, Expressions : Notes de lecture, Cinéma, Spectacle, Programmes de Radio-Libertaire — PAGE 12, Arguments : La génération cannibale.

# Abonnez vous !

## LE MONDE LIBERTAIRE

Rédaction-Administration  
145, rue Amélot, 75011 Paris, tél. : (16) 1.48.05.34.08.

TARIF	France (+ DOM-TOM)	Sous pli fermé (France)	Etranger
1 mois, 5 n°	35 F	70 F	60 F
3 mois, 13 n°	95 F	170 F	140 F
6 mois, 25 n°	170 F	310 F	250 F
1 an, 45 n°	290 F	530 F	400 F

Abonnement de soutien : 350 F. Abonnement étranger sous pli fermé : tarif sur demande. Pour les détenus et les chômeurs, 50% de réduction sur les abonnements de 3 mois et plus en France métropolitaine (sous bande uniquement).

### BULLETIN D'ABONNEMENT

à retourner au 145, rue Amélot, 75011 Paris (France).

Nom ..... Prénom .....  
Adresse .....  
Code postal ..... Ville .....  
A partir du n° ..... (inclus) Pays .....

Abonnement de soutien :  
Chèque postal Chèque bancaire  Autre

Règlement à l'ordre de Publico à joindre au bulletin  
Pour tout changement d'adresse  
joindre la dernière bande de routage.

### • AFFICHE

Une nouvelle affiche vient d'être éditée, elle est disponible à la librairie du Monde libertaire au prix de 2 F l'unité et de 0,80 F au-dessus de 50 exemplaires.

**TRAVAILLEURS,**

*Un nouveau fin vous venir, d'accomplir votre devoir électoral et une nouvelle fois, en votant, vous avez, assuré la possibilité de prendre directement en main votre destinée.*

**LES ELECTIONS PASSENT, LES PROBLÈMES RESTENT**

La situation est grave, pas importe aujourd'hui le résultat des scrutins. Le droit universel et sacré est devenu une réalité majeure qui s'agit de pour en pour des candidats nationaux des positions de droite comme de gauche. Choisir plus encore, aucune des forces politiques en présence n'est en mesure de proposer ou de valider une politique autre, capable de s'attaquer aux privilèges et aux inégalités croissantes de la société française. La situation est bloquée. Que se soit le P.F.U. qui ait été interprété comme un vote de protestation ou qui ait fait réfléchir tous les antifascistes, socialistes. Dans ces conditions, continuer à laisser faire les politiques de tous bords, électoraux, c'est en fait faire barrage à l'exercice du droit par des candidats sans idées, ni programme, sans des choses qui peuvent déterminer, au-delà des conséquences dramatiques pour tous.

**NE PLUS LAISSER FAIRE**

Cette situation ne doit plus durer ! Changer de personnel politique n'est cependant pas suffisant. C'est qu'il faut, ce sont des méthodes de base et des programmes nouveaux qui relèvent l'existence à la majorité des gens, et la possibilité et la nécessité d'un changement social vers plus de justice et d'égalité. Il faut aujourd'hui se mobiliser pour se défendre, et faire passer d'un programme clairement défini et axé des pratiques d'action directe qui ne se laissent pas braver par les illusions du parlementarisme.

— PAS DE LUTTE VÉRITABLE CONTRE LE RACISME SANS LA RECONNAISSANCE DE L'ÉGALITÉ DES DROITS, ENTIERE ET EFFECTIVE, ENTRE FRANÇAIS ET ÉTRANGERS —  
— PAS DE LUTTE VÉRITABLE CONTRE LE CHÔMAGE ET LA PAUVRETE SANS RECONNAISSANCE DES PRIVILEGES ARISTOCRATIQUES —  
— PAS DE LUTTE VÉRITABLE CONTRE LA FRANCE EN EUROPE ET DANS LE MONDE SANS ABANDON DE TOUTE POLITIQUE IMPÉRIALISTE DE COLONISATION, DONC, LES BAVARS NOUS AU BOUT DES BERNERS À FAIRE LES FRANCS.

Fédération anarchiste — 145, rue Amélot 75011 PARIS

### • « INFOS »

« Infos » n° 23 est dans les kiosques et librairies. Il arrive juste à point pour accompagner la fête du 11 juin 1988 à Toulouges, fête qui lui est dédiée. Au sommaire de ce numéro spécial d'été, tous les sujets brûlants de l'heure sont abordés : le 1<sup>er</sup>-Mai à Perpignan ; l'antifascisme sous toutes ses coutures ; les violences policières ; la Nouvelle-Calédonie ensanglantée ; l'antimilitarisme ; l'anarchisme vu par les jeunes ; le nationalisme, le régionalisme, le fédéralisme, analysés comme formes opposées d'organisations sociales ; le 44<sup>e</sup> Congrès de la Fédération anarchiste et ses propositions d'action ; R. Knobelpiess et l'acharnement judiciaire ; la solidarité avec Mario Ines Torres incarcéré à Alcalá de Méco ; un dossier de souvenirs en forme d'album sur Mai 68 ; etc. « J'y suis, j'y reste » titre neto édité qui se veut base d'action commune pour tenter de résoudre efficacement les problèmes vécus par les immigrés. Riche cette « Infos » l'est sans conteste dans son contenu. On peut se le procurer pour 10 F à : I.S.A.L./C.E.S., B.P. 233, 66002 Perpignan cedex.

## Souscription

Les éditions du Monde libertaire vont faire paraître le tome II des « Souvenirs d'un anarchiste » de Maurice Joyeux. Le prix de souscription de l'ouvrage est fixé à 100 F. Les chèques sont à libeller à l'ordre de Patrick Marest, et à envoyer à la librairie du Monde libertaire, 145, rue Amélot, 75011 Paris.

### • ENVELOPPE

Une nouvelle enveloppe (la quatrième), autocollante, blanche, de format ordinaire (163 x 115) sur Pierre Kropotkine vient d'être éditée. Elle est en vente à la librairie du Monde libertaire au prix de : 1,50 F l'unité, 1,20 F à partir de 10 exemplaires, 1,00 F pour 50 exemplaires, 0,80 F pour 100 exemplaires, 0,50 F pour 500 exemplaires ; ainsi que 5,00 F pour la série des quatre enveloppes et 40,00 F la série par 10 exemplaires. D'autre part, je suis toujours à la recherche de dessins gravés de même type, sur Malatesta, Durruti et l'Espagne de 1936, de la Commune de Paris, le pacifisme et le désarmement, Mai 68, le 1<sup>er</sup>-Mai 1886, etc.

## liste des groupes f.a.

### RÉGION PARISIENNE

#### • GROUPES

Paris : quinze groupes répartis dans les arrondissements suivants : 9<sup>e</sup>, 10<sup>e</sup>, 11<sup>e</sup>, 12<sup>e</sup>, 14<sup>e</sup>, 15<sup>e</sup>, 18<sup>e</sup>, 19<sup>e</sup>, 20<sup>e</sup>.  
Banlieue : Seine-et-Marne : Coulommiers, Chelles/Gagny/Neuilly-sur-Marne, Melun — Yvelines : Confians-Sainte-Honorine, Versailles, Rambouillet — Essonne : Vallée de Chevreuse — Hauts-de-Seine : La Défense/Courbevoie/Nanterre/Puteaux, Asnières/Saint-Ouen, Fresnes/Antony — Seine-Saint-Denis : Saint-Denis, Bobigny/Pantin, Sevran/Bondy — Val-de-Marne : Créteil, Arcueil — Val-d'Oise : Argenteuil/Colombes, Sarcelles.

Permanence du secrétariat aux relations intérieures :

le samedi, de 14 h 30 à 18 h,  
145, rue Amélot, 75011 Paris (M<sup>e</sup> République)  
Tél. : (16.1) 48.05.34.08

# éditions

### • FEUILLE

La feuille « Graffiti » du groupe « Humeurs Noires » vient de paraître. Ce numéro 4 est disponible au prix de 3 F. L'abonnement est de 30 F pour une année.



### • « LE FARFADEL »

La revue « Le Farfadet » du groupe de Nantes vient de sortir son numéro 4. Il est possible de l'obtenir contre 3 F.



### • BROCHURE

Cette brochure sur le logement s'inscrit dans une série de publications du groupe Flores-Magón sur le thème du logement : « Les locataires et la loi Méhaugnerie » (épuisée) ; « Rénovation et réhabilitation » ; « Les libertaires et le logement ». Cette dernière brochure est une rapide présentation des contributions libertaires aux luttes pour le logement (disponible à la librairie du Monde libertaire au prix de 7 F).



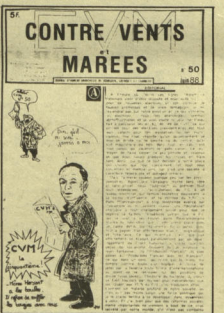
### • « VIVRE »

« Vivre » n° 5, le micro-journal trimestriel du groupe Louis-Lecoin de Melun, est désormais disponible. Vendu 3 F, on peut s'y abonner : 1 an, 20 F ; abonnement de soutien 50 F ; abonnement de propagande (5 exemplaires) 100 F. Les chèques sont à adresser à l'ordre de « Groupe Louis-Lecoin association », et à envoyer à : Groupe Louis-Lecoin / U.P. 77, B.P. 123, 77194 Dammarie-les-Lys cedex.



### • « CONTRE VENTS ET MARÉES »

Le numéro 50 de « Contre vents et Marées », journal d'humeur anarchiste de Bourgoin-Jallieu, Grenoble, Chambéry, vient de sortir. Il est possible de se le procurer en écrivant à : « Contre-Courants », La Ladrerie, Saint-Alban-de-Roche, 38300 Bourgoin-Jallieu (le prix est de 5 F le numéro et de 50 F l'abonnement pour un an).



Rédaction-Administration : 145, rue Amélot, Paris 11<sup>e</sup>  
Directeur de publication : Maurice Joyeux  
Commission paritaire n°55 635  
Imprimerie : Roto de Paris, 3, rue de l'Atlas, Paris 19<sup>e</sup>  
Dépôt légal 44 149 — 1<sup>er</sup> trimestre 1977  
Routage 205 — Publi Routage  
Diffusion SAEM Transport Presse

EST-IL de ce incidents relatifs à l'environnement faits divers ?

Le contenu des fusions par pourrait ceux-ci n'aurait données offi pas les arrive que moyens mis contre les si rare que nou les tenants s'insinrent ; en nous expose bles des pollu terme, sur l' environnement récemment, usine de prod raine.

Les ra de ce man

Les lacun informations différentes fa

D'une p l'expression de la part d populations. France, à la Tchernobyl,

AH! C ces A vous fatal, un grou nes lecteurs ses univers réunissaient pour une re voila...

Aucur

Nous avon rencontrer n quelconque l'embryon de Nous cherch café, dans sion, une pro seulement de contre l'entre Pendant n ville, samedi observations u faite entre n

U NE fère com à Paris. L' ment anti-l contre le f chistes inq de la « Le Etonnant, ment pas c mais néan que de gra tre, le mini prolifératio Sans doute contre ses Qu'il s'inq disposition camp, et n que durero aura des n de l'Intérie rieur...



## POLLUTION

## Les fruits du capitalisme

**E**ST-IL possible aujourd'hui de considérer les accidents, incidents et autres phénomènes relatifs aux pollutions de notre environnement, comme de simples faits divers ?

Le contenu des informations diffusées par les principaux médias pourraient nous le faire croire, ceux-ci n'allant pas au-delà des données officielles (sans doute pour ne pas les contredire). Ainsi, il arrive que l'on nous expose les moyens mis en œuvre pour lutter contre les sinistres, mais il est très rare que nous soyons renseignés sur les tenants et aboutissants de ces sinistres ; encore plus rare que l'on nous expose les conséquences possibles des pollutions, à court et à long terme, sur l'espèce humaine et son environnement ! Tel fut le cas, tout récemment, de l'incendie d'une usine de produits chimiques en Touraine.

## Les raisons possibles de ce manque d'informations

Les lacunes dans le contenu des informations sont interprétables de différentes façons.

D'une part, elles seraient l'expression d'une sorte de mépris de la part des autorités, envers les populations. Ce qui s'est passé en France, à la suite de l'accident de Tchernobyl, en est un exemple (1).

D'autre part, elles seraient la conséquence d'une incapacité à répondre aux problèmes nés des différentes formes de pollution, un manque de connaissances scientifiques. Les exemples ne manquent pas. Ainsi l'hypothèse de l'A.I.E.A. (2) selon laquelle l'accident de Tchernobyl pourrait être à l'origine de 24 000 décès par cancer (3), est sérieusement remise en cause par de nombreux scientifiques, ceux-ci affirmant, entre autres, que les effets de la radioactivité à faibles doses ne sont pas suffisamment connus ; ainsi, le dépeuplement des massifs forestiers d'Europe (4), n'a pas été confirmé par les dernières observations, celles-ci concluant au contraire, à une bonne santé des végétaux. Nous le voyons, toutes les informations scientifiques sont à manier avec prudence !

## Des déchets bien encombrants

Il existe aussi des formes de pollution, sur lesquelles les principaux médias font un silence total ! Le cas dont je vais vous parler maintenant en fait partie.

Le 10 février 1987, un navire chargé de quelque 20 000 fûts de déchets toxiques, quittait le port de Massa en Italie. Il fit d'abord route vers Djibouti, d'où il fut repoussé, puis vers Puerto Cabello au Venezuela. Six mois s'écoulent sans nouvelles...

En octobre 1987, un autre navire repart de ce port, chargé lui aussi de produits toxiques. Il se dirige vers la Sardaigne, puis vers la Syrie. Là, à Tartous, il décharge. Le *Zénobie* prend le relai, et les matières toxiques se retrouvent à... Massa, où il n'obtient pas l'autorisation de décharger. Les responsables de l'entreprise qui s'étaient occupés de la collecte et de l'expédition des déchets embarqués le 10 février 1987, affirment que les fûts auraient été débarqués au Venezuela, et qu'aujourd'hui, il ne s'agit pas des mêmes produits. Toutefois, les fûts du *Zénobie*, porteraient des inscriptions en italien.

Quant au contenu, personne n'en connaîtrait le détail. Les hommes d'équipage réclament de l'aide. La plupart souffriraient de conjonctivite, d'irritations de la peau, de toux persistantes et de troubles intestinaux. L'un d'eux aurait même été hospitalisé le 14 mai. Aux dernières nouvelles (celles-ci datent du 21 mai), le navire était en quarantaine... (5).

Il semblerait que nul n'est en mesure de dire combien de navires chargés de déchets toxiques quittent chaque année l'Italie. Les autorités en reconnaissent 5 depuis 1986, en direction généralement des pays dits du tiers monde. Mais selon des écologistes de Toscane, 10 chargements de ce type auraient quitté la région, la même année.

Comme en écho à cette histoire, des ingénieurs tenaient une conférence de presse le 18 mai, à Paris. Selon eux, 140 millions de tonnes de matières telles que hydrocarbures, acides, chlore, explosifs, déchets radioactifs, etc., se déplacent chaque année en France. Les trois-quarts de ces matières dangereuses sont transportées par la route. Les conducteurs ne reçoivent aucune formation spéciale et ne sont soumis à aucun contrôle régulier. Les ingénieurs ont cité plusieurs cas d'accidents qui auraient pu devenir catastrophiques.

## Les poubelles industrielles du monde

J'avais signalé dans de précédents articles, publiés par le *Monde libertaire*, que certains pays se débarrassaient de pesticides devenus trop toxiques pour leurs réglementations, en les exportant (6).

Il devient évident aujourd'hui que les régions du « tiers monde », de par leur assujettissement à l'ordre économique mondial, sont en train de devenir les poubelles industrielles de la planète : l'association écologiste Greenpeace affirme que le Mexique et le Brésil sont aujourd'hui les deux plus gros importateurs de déchets en provenance des Etats-Unis. Une société de Miami, l'American Security International, a signé des contrats

avec des pays comme le Pérou, l'Argentine, l'Uruguay, pour que ceux-ci prennent possession de 100 000 fûts de déchets toxiques. Le Venezuela a réexpédié, il y a peu de temps, 5 000 tonnes de viande « à usage industriel » contaminées par les retombées de Tchernobyl, en provenance du Danemark.

## Les fruits du capitalisme

L'affaire du *Zénobie*, dont les principaux médias se sont bien gardés de nous en informer, est un révélateur, du nouveau trafic qui est en train de se mettre en place. Les déchets industriels commencent à poser de sérieux problèmes. Les traitements étaient forts coûteux ; les stockages, de par les contestations qu'ils entraînent, devenaient de plus en plus difficiles à réaliser. En les exportant, les capitalistes se débarrassent ainsi, à moindre frais, de déchets devenus économiquement bien encombrants ! Il est urgent de mettre un terme à ce trafic !

## C. D. (liaison d'Evreux)

- (1) Voir *Monde libertaire* n° 628.
- (2) *Agence internationale de l'énergie atomique*.
- (3) Voir *Monde libertaire* n° 628.
- (4) *Idem*.
- (5) Voir le *quotidien Le Monde*, du 17 et 18 mai 1988.
- (6) Voir *Monde libertaire* n° 619 et 681.

## TOURS

## « Aux armes, chers Tourangeaux ! »

**A**H ! Qu'ils sont chauvins, ces Allemands ! Figurez-vous que, ce week-end fatal, un groupe d'Allemands, jeunes lecteurs et lectrices de diverses universités françaises, se réunissaient justement à Tours pour une rencontre amicale. Et voilà...

## Aucune réaction...

Nous avons été stupéfaits de ne rencontrer nulle part en ville un quelconque rassemblement ou l'embryon d'une manifestation. Nous cherchions en vain, dans les cafés, dans les rues, une discussion, une protestation, un soupçon seulement de révolte ou d'hostilité contre l'entreprise coupable...

Pendant notre promenade en ville, samedi et dimanche, nous observions une coopération parfaite entre militaires et pompiers

en tant que distributeurs d'eau d'une part, et la population d'autre part. Laquelle, munie de seaux et de bouteilles, semblait prendre ça comme une occasion distrayante de rompre la monotonie dominicale. C'était exemplaire ! Personne ne rouspétait. Tout le monde était stoïque ou plaisantait, calme et gentil... La même indifférence apparente qu'au sujet des élections. Spontanément, nous avons eu l'idée d'une manifestation, mais six personnes sans mégaphone, ça paraissait ridicule... Et pas de trace des écologistes locaux, qui doivent exister pourtant.

Nous avons essayé d'expliquer ce comportement. Fatalisme ? Ou lié à la « liberté individuelle », dont les Français sont si fiers ? Au ras-le-bol de la « politique » — c'est-à-dire de ce qu'on entend ici sous ce terme : la politique des partis,

comme si au-delà elle n'existait pas — et de tout ce qui pourrait, de près ou de loin, toucher à la « politique » ? Ou est-ce simplement le fait que la France, moins densément peuplée que l'Allemagne fédérale se prête moins facilement à des rassemblements ?

Chauvinisme d'outre-Rhin éventuel mis à part — et dire qu'il s'agissait d'une simple manifestation de chauvinisme ne serait-il pas un réflexe trop aisé ? —, l'heure semble venue de se poser la question : pourquoi la « conscience écologique » passe-t-elle si mal en France ? Quelles en sont les causes ?

## Les causes de l'indifférence

Tout d'abord, il faut évidemment citer la désinformation. En ce qui concerne les catastrophes

écologiques, la stratégie est simple : « on » minimise les faits d'abord, on flatte ensuite la population pour son fabuleux don de débrouillardise, on fait dans le ronron optimiste, etc. Aucune analyse de fond surtout ! Et tout se termine non pas par une chanson, mais par une blague. Le « Bébête show » et basta ! Voir l'après Tchernobyl !

Ainsi, dans le cas de la Loire empoisonnée, un speaker de la télévision, enchanté, annonçait : « Une mère nous a téléphoné, elle dit que ses enfants sont ravis, puisqu'ils ne doivent pas se laver ! ». C'est tout alors ? Et pourtant, les Tourangeaux ne sont à coup sûr pas plus bêtes que les habitants d'outre-Rhin ! Reste une énigme, pas seulement pour ces jeunes Allemands se trouvant par

hasard à Tours : pourquoi les riverains de la Loire ont-ils si peu peur ? Car il y a des cas où avoir peur semble plus sain et plus raisonnable que de ne pas avoir peur du tout.

Prenons en comparaison la grande catastrophe écologique du Rhin, fin 1986, des centaines d'actions avaient eu lieu en Allemagne fédérale. Sur le pont du Palmarin, à Weil, un « tribunal international du Rhin » se rassembla. Les chaises des accusés, inoccupées, portaient les noms de Hoechst, Bayer, Sandoz, Hoffmann-Laroche, Ciba-Geigy, Windmill, etc., un slogan s'élevait : « De Bâle jusqu'à Bhopal règne le capital chimique, empoisonné de tous les pays, unissez-vous ! ».

Une explication à cette inertie écologiste des Français, qui stupéfait tellement leurs voisins, réside peut-être (mise à part la désinformation, qui va jusqu'à la diffamation des écologistes qui lâcheraient ainsi par pur vice des vipères et des rats dans la nature !) dans le sens pragmatique des Français. Ils se disent peut-être que les manifestations de ce genre ne serviraient à rien. Pas plus qu'un tribunal symbolique, dont la mafia industrielle se moque. Mais elle ne se moquera pas si, suite à une pression massive et têtue, un vrai procès leur est intenté avec réclamation d'indemnités. Donc, cessons de nous moquer gentiment de ces écologistes allemands comme s'il s'agissait de quelques idéalistes un peu illuminés. Prenons plutôt au sérieux ces milliers de petites initiatives de citoyens (Bürgerinitiativen ; B.I. en abrégé) prêts à défendre la survie d'un seul arbre dans leur rue. Le temps presse, le trou dans la couche d'ozone sur nos têtes s'agrandit, et des enfants naissent dans ce monde au bord du Rhin aussi bien qu'au bord de la Loire. Alors, aux armes, chers Tourangeaux !

DAGMAR

## Editorial

**U**NE bonne nouvelle : « Les mouvements anarchistes prolifèrent à nouveau, non seulement dans différentes régions comme le sud-ouest ou le sud-est de la France, mais aussi à Paris. L'un de ces mouvements, le S.C.A.L.P. (Section carrément anti-Le Pen), a l'intention de mener de grandes campagnes contre le Front national. Cette émergence des mouvements anarchistes inquiète le ministère de l'Intérieur... ». La nouvelle émane de la « Lettre confidentielle » de l'hebdomadaire « Le Point ». Etonnant, non ? Le ministère de l'Intérieur ne s'inquiète apparemment pas de la force d'un mouvement raciste, fasciste, haineux, mais néanmoins puissant, et suffisamment « respectable » pour que de grandes forces politiques en aient fait leur allié. Par contre, le ministre — officiellement socialiste — est préoccupé par la prolifération de ceux qui luttent contre la haine et l'exclusion. Sans doute parce qu'il n'ignore pas que nous luttons aussi contre ses valeurs, son pouvoir, la société dont il est le rouage. Qu'il s'inquiète, qu'il se soucie, qu'il prenne des mesures et des dispositions ! Il n'en montrera que plus clairement quel est son camp, et nous nous attacherons à proliférer de plus belle. Tant que dureront la misère, l'injustice, le racisme et l'exploitation, il y aura des mouvements anarchistes pour inquiéter les ministères de l'Intérieur. Jusqu'à ce qu'il n'y ait plus de ministère de l'Intérieur...





R.A.T.P.

## Pas de tickets chics pour les T.U.C.

LA R.A.T.P. est une grande maison qui emploie plus de 38 000 personnes statutaires, plus un certain nombre de travailleurs hors statut (environ 2 000 : nettoyeurs de métro, gardiens de dépôts, etc.), dispose d'une masse

salariale importante, et utilise aussi les services d'environ 800 T.U.C.

Être T.U.C. à la R.A.T.P.

Leur situation, précaire de par leur statut, n'est en rien enviable; pourtant on aurait pu croire qu'une

entreprise publique qui fonctionne avec quasiment 75% de subventions venant de l'Etat, de la région Ile-de-France et de la ville de Paris aurait eu à cœur de se particulariser dans le domaine social.

La R.A.T.P. aurait pu accorder à ces jeunes, dont l'âge varie de 18 à 25 ans, un gros plus par rapport à ce qui peut se faire dans les autres boîtes qui utilisent des T.U.C. Eh bien ! non, elle ne leur octroie que 1 500 F par mois pour une présence qui correspond à un mi-temps, et ne leur assure pas ou peu de formation en les utilisant sur des postes de travail peu motivants, comme pousser les voyageurs dans les rames de métro aux heures de pointe, et autres occupations tout aussi captivantes. La plupart du temps, ils circulent dans les couloirs du métro en donnant l'impression qu'ils s'emmerdent terriblement, mais est-ce seulement une impression ?

D'aucun pourrait considérer que malgré tout les T.U.C. de la R.A.T.P. ont de la chance d'avoir cet « emploi » (encore que parler d'emploi pour un T.U.C. est complètement déplacé). « Oui, mais 1 500 F c'est mieux que rien », diront d'autres, qui généralement

ont un emploi et dont le statut n'est pas comparable à celui d'un T.U.C.

## Une situation dramatique

Mais la situation est pire que ce que l'on peut imaginer. Qui se douterait que sur ces 800 T.U.C., environ 300 ont répondu à une invitation du Secours populaire français, que celui-ci prend en charge 45 à 50 de ces jeunes et leur fournit de quoi se nourrir, en leur donnant des tickets restaurant ou des tickets de cantine; qu'un certain nombre d'entre eux n'ont pas de logement et en sont réduits à dormir dans le métro (en somme, ils dorment sur leur lieu de travail); que presque tous ceux qui habitent en grande banlieue ont des problèmes pour pouvoir payer leur transport, la R.A.T.P. fournissant une carte, qui n'est pas la carte orange, et ne permet de se déplacer que sur tout son réseau, mais pas sur celui de la S.N.C.F.; que de toute façon leur passage à la R.A.T.P. comme T.U.C. ne leur garantit absolument pas d'obtenir un emploi dans cette grande maison.

« Ticket chic, ticket choc », c'est le slogan publicitaire de la

R.A.T.P. Pour les T.U.C. en général, et pour certains à la R.A.T.P., c'est surtout le choc d'être précaires dans leurs emplois, d'être précaires dans leurs logements, d'être précaires dans leurs moyens de subsistance.

Pourquoi ne pas utiliser l'argent de la publicité, qui ne manque pas dans le métro, dont les slogans invitent souvent à acheter du superflu, à améliorer le sort de ceux qui n'ont même pas les moyens de s'acheter l'essentiel. Mais à la direction de la R.A.T.P., savent-ils seulement qu'il y a des T.U.C. qui crévent de faim dans le métro ?

Jean-Pierre (Gr. « La Cécilia »)



C.G.T.

## La Sécurité sociale

Jeu de dernière n'y a pas eu de manifestations C.G.T. pour défendre la Sécurité sociale. Aux manifestations dans la rue, à l'impact médiatique, la direction fédérale a préféré le rassemblement sur le terrain, dans les bourses du travail et les préfectures. Profil bas pour cacher une certaine désaffection militante devant la dure réalité ? Plutôt une sorte de resourçage avec des rassemblements qui ont débordé, comme à Paris où à la bourse « historique » de la rue du Château-d'Eau une manifestation a eu lieu jusqu'à la gare de l'Est.

À Paris les pétitions s'entassaient au pied de la tribune de la grande salle Croizat et au plan national un million et demi de signatures auraient été comptabilisées. Des délégations, au siège du C.N.P.F. et au ministère des Affaires sociales, ont appuyé le discours d'Henri Krasucki qui dénonçait le rapport Chotard (reporté à l'automne), celui-ci est une remise en cause globale de la couverture sociale : instauration d'une cotisation maladie de 5,9% sur les retraités, sortie du système actuel des allocations familiales distribuées sous conditions de ressource, abandon de la référence des 10 meilleures années de salaire pour le calcul de la retraite, nouvelle exclusion de médicaments de la liste des produits remboursables, etc.

« Il n'y a aucune illusion ni aucun attentisme à nourrir. Le monde du travail ne peut compter que sur lui-même. C'est vrai du pouvoir d'achat, des salaires et du S.M.I.C., de l'emploi et de la précarité, des luttes contre la répression », a souligné Henri Krasucki en dénonçant « les mesures contenues dans le projet de loi d'amnistie [qui] sont extrêmement limitées pour les syndicalistes et cela alors que les patrons seraient massivement blanchis ». Réintégration de militants licenciés, ça aurait une autre gueule que l'amnistie des amendes des automobilistes non ? Mais le tandem Barre-Rocard a sûrement scellé son union sur autre chose.

Les mois à venir, la C.G.T. va définir sa position vis-à-vis du gouvernement, ça ne sera pas la « valse hésitation » de l'après-81, mais on espère que ce ne sera pas la C.G.T.U. des années 30. Le squelette communiste, on a déjà donné...

Thierry (Gr. Pierre-Besnard)

## IMPRIMERIE

## « Stars War » ?

C'ELA a déjà été dit dans ces pages, tout se prépare dans le monde économique pour le marché européen. Dans l'imprimerie comme ailleurs, sauf que là les derniers gros coups viennent d'aventuriers venus d'ailleurs !

Le dernier exemple, c'est Aujourd'hui madame dernier-né du groupe allemand Bauer qui pour 3 F s'efforce hebdomadairement de pas trop fatiguer l'intellect de ses lectrices (1). Des articles plus que courts, de la photo avant tout, c'est la formule O.K. ou Mademoiselle Age tendre : on fait la maquette avec les photos et on remplit avec du texte après... C'est pour lire devant la télévision ou on n'y comprend plus rien du tout ! De plus, il paraît que la femme française est une « terre mal exploitée » puisqu'elle ne lit qu'en moyenne 1,3 publication par semaine (la femme anglaise 3,2 et la femme allemande cinq). Les bonnes places sur le marché se jouent maintenant, et il n'y en aura pas pour tout le monde ! Ça ne fait pas plaisir à tout le monde, et surtout pas Robert Hersant qui se croyait le roi français

de l'imprimerie et bien sûr bien placé pour l'Europe des arts graphiques. Les trois pages que Libération lui a consacré la semaine dernière font bouillir la marmite des bruits de couloirs au siège parisien du Figaro, rue du Louvre.

Le groupe Expansion fait baisser la facturation sur la Vie Française à l'I.P.S.N., Jean-François Kahn perd 350 000 exemplaires de l'Événement du jeudi à la suite d'une grève « sauvage » à Massy, Perdriel veut moderniser la confection du Nouvel Observateur et Maxwell, magnat de la presse britannique, veut négocier avec le puissant syndicat du livre... Ça fait beaucoup en cet été 1988 pour ce qu'il est convenu d'appeler le monde de la presse ! Rien de nouveau pour l'instant avec le Monde et le Parisien libéré et leur volonté commune d'imprimer à Ivry. Tout est prêt pour la guerre des étoiles ?

Sitting BULL

(1) Il ne sont pas les seuls, le sémitisant Axel Ganz, du groupe allemand Bertelsman est aussi sur le créneau avec Prima et Femme actuelle.

## LYON

## Les nervis du F.N.

DANS la nuit du 3 au 4 juin, une équipe d'une douzaine de colleurs du Front national a tapissé les murs du centre de tri postal de Montrouche, à Lyon. Ils collèrent apparemment quelques affiches sur des voitures garées devant le centre. Ils se mirent ensuite en « embuscade » à proximité, en attendant ainsi pendant près d'une heure que des postiers descendent. Effectivement, des employés descendirent pour voir si des voitures avaient été dégradées. Les colleurs du F.N. leur foncèrent alors dessus, et les postiers eurent à peine le temps de rentrer dans le centre. Les nervis les poursuivirent à l'intérieur avec des manches de pioches et utilisèrent des bombes lacrymogènes.

Les flics arrivèrent un quart d'heure après le (premier) passage.

Des postiers étaient en train de discuter devant le centre de tri quand les quatre voitures revinrent et pilèrent devant eux. Les lepénistes les poursuivirent à nouveau à l'intérieur et tombèrent nez à nez avec les flics stationnés dans la cour. Là, le délit était flagrant et la police interpela neuf des agresseurs, les autres parvenant à prendre la fuite.

Jusqu'à maintenant, la C.G.T. a fait une pétition et la C.F.D.T. va essayer de se porter partie civile. Quant à la direction, elle a porté plainte contre les colleurs du F.N. Ce qu'il faut souligner, c'est qu'il ne s'agit pas d'un simple collage suivi d'une altercation, mais bien d'une agression préméditée contre les postiers du centre Montrouche (où le nombre de syndiqués est important).

RÉGIS (Lyon)

## en bref...en bref...

• Le dernier numéro de « Cash » vient de paraître. Il est disponible à la librairie du Monde libertaire. Au sommaire, vous trouverez : des réflexions sur la pauvreté ; une analyse du revenu minimum garanti, etc.

• « Avis de recherche » vient d'être édité « Le dossier noir des sectes en France ». Pour se le procurer, contacter les éditions Avis de recherche, B.P. 53, 75861 Paris cedex 18.

• Fête du S.C.A.L.P. le 25 juin 1988, de 15 h à 24 h, au lycée autogéré de Paris, 393, rue de Vaugirard, 75015 Paris (métro Convention). Au programme : « Orchestre noir » (film) suivi d'un débat sur la lutte antifasciste aujourd'hui ; « La Kanaky » (vidéo) avec un débat sur le soutien à la lutte des Kanaks ; « Rock against Pasqua » (vidéo) ; sur les skins et sur l'Euskadi (vidéos) ; concert avec des groupes de reggae et de rock.

• A.T.D.-Quart Monde vous invite à participer à la « semaine de l'avenir partagé » qui se déroulera du 4 au 10 juillet 1988. Des animations sont prévues dans différentes villes. Pour tout renseignement, contactez le bureau « avenir partagé » à Pierrrelaye, au 30.37.11.11.

• Conférences, débats et films au programme du colloque François Partant à Lyon, les 15 et 16 octobre 1988. Le sujet en sera : « Impasse de la croissance, impasse du développement, quelle alternative ? ». Inscription à la librairie la Gryffe, 5, rue Sébastien Gryphe, 69007 Lyon (tél. : 78.61.02.25, de 14 h à 19 h, du samedi au vendredi).

• A l'initiative du Comité pour l'abolition de l'isolement carcéral (C.A.I.C.) une délégation composée d'un médecin, d'un avocat, de la famille d'un détenu et de deux membres du comité, doit être reçue par la Chancellerie, samedi 25 juin, à 11 h, place Vendôme (Paris 1<sup>er</sup>). Le nouveau garde des Sceaux devra à cette occasion se positionner sur les conditions de détention des prisonniers soumis à l'isolement. Soyons nombreux devant le ministère samedi prochain, afin de bien faire comprendre à monsieur Pierre Arpaillange que de plus en plus de gens sont sensibilisés par cette forme de torture blanche exercée dans les geôles françaises.



CONSENSUS

# Un nouveau paysage politique

OUI, il y a un nouveau paysage politique français qui se dessine, et si les anarchistes ne sont pas des autruches apeurées, ils doivent bien observer les changements afin d'en constater la réalité, de la mesurer et d'en tirer les conséquences quant à leur stratégie.

De quoi sera fait demain, à quelle sauce va-t-on nous accommoder ? Les éléments visibles de la vie politique de ces derniers jours en donnent une certaine idée, effectivement significative d'une modification des alliances.

### La fausse surprise

La France a un gouvernement instable ! Ça va être comme l'Italie ou la Belgique ! Telles étaient bon nombre des réactions au soir du 12 juin. Des réactions inquiètes...

Le fait est : le cas de figure est nouveau pour la V<sup>e</sup> République. Mais c'est surtout au R.P.R. et à l'U.D.F. que l'on s'inquiète de la sorte et pas partout à l'U.D.F., où certains ont de bonnes raisons de croire à l'ouverture. C'est d'ailleurs un secret de polichinelle : Rocard avait proposé des places à des « centristes » lorsqu'il formait le gouvernement. Mais en politique, les virages stratégiques doivent être négociés sans précipitation et les centristes les plus en vue avaient décliné l'invitation.

Les P.S. savait donc bien à quoi s'en tenir par rapport au C.D.S. et il n'y avait certainement rien d'improvisé dans les déclarations du soir du second tour, Mauroy et Bérégovoy allant dans le même sens que Jospin qui annonçait un « gouvernement minoritaire ». Le tour était joué. Lecanuet en appelait à

« l'union nationale ». Barre à « l'intérêt national » : ils sont déjà prêts, avec leurs amis, à voter les lois libérales que proposera le P.S.

Le discours du P.S. étant effectivement libéral, il peut trouver un écho favorable chez d'autres libéraux. « Préparer les entreprises à affronter dans de bonnes conditions le grand marché européen de 1992 » est un objectif pour lequel au moins cinq cents députés (sur cinq cent soixante-dix-sept) sont d'accord. Ils peuvent ensuite diverger sur les entreprises à aider en priorité, par exemple ; on connaît la question des lobbies à l'Assemblée, l'arrivée de certains aussi.

### Diviser pour régner

Le consensus libéral de fait n'a jamais été aussi prêt d'avoir une expression politique aussi explicite. Les politiciens dans leur ensemble reconnaissent être prêts à travailler ensemble pour des objectifs communs, or on sait que ceux-ci sont nombreux : précarisation des travailleurs, expulsions d'immigrés, militarisation... pour nombre de sujets il peuvent s'entendre sur un programme minimum de restriction des libertés.

La gestion du capitalisme, c'est le libéralisme ; le Parti socialiste se l'est prouvé à lui-même en faisant succéder les gouvernements Mauroy, Delors et Fabius. On pourrait le démontrer longuement, le libéralisme du P.S. n'a jamais été aussi évident qu'aujourd'hui. Il en vient même à se poser en donneur de leçon comme récemment en revendiquant la non intervention de l'Etat dans l'O.P.A. sur la Télémeccanique, au nom du vrai libéralisme...



perturbateur » de la droite il joue en effet son propre jeu, mais c'est le Parti socialiste qui a tout à y gagner. La presse mitterrandiste — *Le Monde*, *Libération* — fait d'ailleurs ses choux gras de toutes les déclarations pouvant semer la division à droite. La question des « valeurs communes » ne peut, il est vrai, que dérouter des politiciens du R.P.R. et de l'U.D.F. fatigués sur le racisme et l'antisémitisme,

De telles positions peuvent effectivement interpeller des libéraux d'autres partis. Pour l'heure, la reconnaissance d'un accord de fait passerait pour une trahison, d'où une attitude mi-chèvre mi-chou du C.P.S., tandis que Barre peut toujours jouer les francs-tireurs. Mais la division menace...

Et elle menace d'autre part sous l'effet du Front national. Quand Le Pen se présente comme le « grand

par exemple. Ces mêmes politiciens — Veil, Noir, Barzach, Hanoun, Séguin, Stasi, etc. — sont continuellement vilipendés par le F.N. qui les considère comme faussement à droite...

D'autres pays ont un parti conservateur fort dans lequel cohabitent « faucons » et « colombes » et c'est sans doute pourquoi certains comme Balladur veulent prolonger l'alliance U.R.C. afin d'éviter l'explosion. En effet, si l'U.R.C. ne tient pas, il y a toutes les chances que la droite se recompose... Le P.S. serait au pouvoir pour longtemps.

### Ou bien...

La restriction des libertés n'est certes pas quelque chose de nouveau et un gouvernement y parvient d'ailleurs tout aussi bien qu'il soit stable ou non. Ce qui est plus nouveau c'est le consensus politique, et il serait intéressant d'enquêter scientifiquement pour voir si l'apathie globale du mouvement social n'en est pas le corollaire. La relative facilité des oppositions syndicales dans l'organisation du premier mai unitaire n'en est-elle pas un symptôme ?

Les luttes sociales ont ces derniers temps quelque peu changé de nature. Dépassant de plus en plus fréquemment les directives syndicales, elles ont montré une forte détermination de leurs participants laissant les revendications salariales rituelles pour d'autres plus radicales et égalitaires. Un espoir existe de briser le consensus, il est sur les lieux de travail.

Pierre NARBE

## IMMIGRATION

# La xénophobie légale

C'EST la nuit, et même 3 h du matin. Un vent froid transperce le corps jusqu'aux os en dépit du calendrier : juin 1988, en France, à Bobigny, préfecture de Seine-Saint-Denis. Là, au fond de la cité administrative, devant le bâtiment des services d'attribution des cartes de séjour, visas et autres certificats de nationalité, des dizaines de personnes « étrangères » attendent, entassées les unes contre les autres entre les grilles en fer. Les grilles forment quatre rangées, quatre files d'attente commandées par quatre étiquettes : « Ressortissants de la C.E.E. », « Demandes de statut de réfugiés politiques », « Cartes de séjour » et « Visas de séjour provisoire ».

### « Faites la queue ! »

Dans la première file, il n'y a personne. Dans les trois dernières, les gens se poussent pour conquérir cinq centimètres d'avance sur celui qui est en face, cinq précieux centimètres qui permettront peut-être d'avoir le fameux papier d'autorisation, au moment de l'ouverture des bureaux. La majorité d'entre eux ont la peau noire. Par moments, certains crient en s'agrippant aux grilles : « Faites la queue, il faut faire la queue ! » Une femme est littéralement rejetée à l'arrière par les mouvements de compression... Pour garder sa place, ici, il faut être costaud, têtard... ou désespéré.

Cela se passe ainsi depuis des mois : des heures, des journées, des nuits à attendre un titre d'autorisation de « séjour provisoire » pour éviter d'être arrêté dans une situation jugée irrégulière par les flics français. Sou-

vent, cette autorisation de séjour n'est accordée que pour trois mois.

Au bout de trois mois, on recommence, la journée, la nuit à attendre, pour espérer être dans les 25 ou 50 à qui on délivrera le lendemain matin, le fameux papier officiel. Non, cela ne se passe pas en Pologne ou au Chili mais en France, aujourd'hui. Un homme venant de Turquie explique qu'il est en France depuis cinq ans, que depuis cinq ans il demande le statut de réfugié politique (il a été condamné à mort à deux reprises dans son pays) que les autorités françaises lui refusent.

En Seine-Saint-Denis, dont l'un des illustres députés récemment réélus démocratiquement s'appelle Robert Pandraud, on ne convoque pas les immigrés, une fois que leur arrivée en France est enregistrée. On préfère les faire attendre dehors dans n'importe quelles conditions.

### Pour protester contre cette politique

C'est pour protester contre cette politique départementale spécifique qu'au lendemain du premier tour des élections présidentielles, qui donnaient 20% des voix au Front national dans le 93, que le Syndicat de la magistrature et le Syndicat des avocats de France décidaient de réagir contre ce qu'ils appellent l'institutionnalisation du racisme. Ils veulent faire reconnaître que certaines mesures administratives entraînant par la loi du 9 septembre 1986 sont anticonstitutionnelles dans la mesure où elles portent atteinte au droit d'asile (reconnu par la Constitution) et aux droits de

l'homme, puisqu'elles limitent le droit au logement et le droit aux familles à vivre réunies. La préfecture de Seine-Saint-Denis applique la loi, légalisme et sclérotisme. Un bel exemple des moyens de répression de l'Etat.

Dans la nuit du 16 au 17 juin 1988, plusieurs associations d'immigrés et autres syndicats ont participé au rassemblement appelé par le syndicat santé-social C.F.D.T. de Seine-Saint-Denis, le syndicat des personnes de l'éducation surveillée, le syndicat des personnels de l'administration pénitentiaire, le syndicat C.F.D.T. Justice et le M.R.A.P.

Une soixantaine de personnes et les journalistes conviés à la conférence de presse cette nuit-là peuvent donc témoigner de la manière scandaleuse par laquelle les autorités de Seine-Saint-Denis essaient de décourager les immigrés de régulariser leur situation, pour pouvoir ensuite affirmer que « tous les étrangers rentrés clandestinement en France seront expulsés ».

La Seine-Saint-Denis, on s'en souvient, a été également le département duquel 101 Maliens ont été réexpédiés dans leur pays et celui où le maire de Montfermeil refuse encore l'entrée à l'école maternelle aux enfants immigrés de sa commune.

Dans un an, on fêtera le bi-centenaire de la Révolution française et de la Déclaration des droits de l'homme. Aujourd'hui, l'Etat français perpétue les exclusions, banalise la violence et légalise la xénophobie. Il y a des anniversaires qui ressemblent à des enterrements.

YOLAINE (Gr. Pierre-Besnard)

## ERIC HEBERT

# La machine judiciaire

LIBÉRÉ le 10 mars dernier, après avoir purgé une peine de 11 mois pour insoumission à l'armée (voir le *Monde libertaire* n° 700), j'étais placé « en congé sans solde en attente de la décision de la commission juridictionnelle », qui a choisi le 22 mars que je devais accomplir le service national actif suivant les modalités particulières suivantes : « (...) doit rejoindre son lieu de domicile sans autres modalités particulières que l'obligation d'y exercer un métier ou profession. » Cette décision m'a été notifiée le 18 avril à la gendarmerie, et c'est le 4 juin que je reçus une convocation pour me présenter le 13 juin au bureau du comité de probation de Rouen pour l'exécution de cette déclaration.

On pouvait penser qu'après avoir purgé près d'un an de prison, je serais quitte avec l'institution militaire, il n'en est rien comme l'indiquent différents articles du Code de service militaire, dont l'article L 51 : « La situation des jeunes gens âgés de moins de vingt-neuf ans qui, n'ayant pas accompli la totalité des obligations du service national actif et n'en ayant été ni exemptés ni dispensés, ont été condamnés définitivement à une ou plusieurs peines d'emprisonnement sans sursis dont la durée totale est égale ou supérieure à un an » est soumise à une commission juridictionnelle. Celle-ci décide que les intéressés seront tenus d'accomplir le service national actif : soit « au titre de l'une des formes du titre III », soit « suivant des modalités particulières comportant des obligations destinées à assurer leur reclassement social. »

Au vu des articles L 51 à L 60, cette commission juridictionnelle a décidé de me laisser chez moi et de m'obliger à travailler. Ces modali-

tés particulières sont mises en œuvre par le comité d'assistance, prévu par l'article 731 du code de procédure pénale, compétent au lieu de l'intéressé. Elles sont applicables pendant une période double de celle du service militaire actif (L 56) et je suis passible d'une peine de un à deux ans d'emprisonnement si je ne me soumetts pas aux obligations qui me sont imposées en application des articles 51, 54, 55 (L 60).

Voilà ce que m'a expliqué la déléguée du comité de probation, qui dépend du juge de l'application des peines, lors de ma visite dans son bureau, le 13 juin dernier. Elle m'a aussi demandé de respecter ces conditions sous peine de poursuites pénales.

Je n'ai pas attendu la décision de la commission juridictionnelle pour avoir un domicile ou un travail ; il faut bien vivre quelque part et travailler pour survivre dans cette société ; par contre, je n'accepte pas d'être contrôlé pendant deux ans par une autorité judiciaire. Anarchiste, je combats toute forme d'autorité et refuse de me soumettre à celle-ci, ce qui explique que je sois devenu insoumis à l'armée. Par principe, je refuse également de me soumettre à ce contrôle judiciaire. Néanmoins, je ne suis ni un martyr ni un masochiste, c'est pourquoi il me semble nécessaire de préparer un rapport de forces dès maintenant, en vue de la prochaine convocation, qui aura lieu dans trois mois. Nous pourrions faire reculer la machine judiciaire, car, encore une fois, je risque deux ans de prison (2).

Eric HEBERT

(1) Une brochure sera publiée à la rentrée pour faire le bilan de cette affaire (insoumission, procès, prison, soutien, etc.).

(2) Envoyez vos lettres de soutien à : Eric Hébert, B.P. 58, 76160 Darnetal.





— Radio-Libertaire : *Que faisais-tu avant Mai 68 ?*

— Daniel Guerrier : J'avais 22 ans en 1968, je suis originaire d'un village de 500 habitants, issu d'une famille d'instituteurs, secrétaire de mairie vivant à l'école. Mes parents étaient militants syndicalistes, issus de l'anarchisme. Mais j'ai eu une éducation libertaire dans le savoir, élevé sans être assommé par le dogmatisme anarchiste ; c'est à 18 ans en lisant *L'anarchisme* de Daniel Guérin que je me suis rendu compte que cela correspondait à ce que disait mon père.

— R.-L. : *Tu étais déjà attiré par la mer, les voyages ?*

— D.G. : J'ai vécu dans une maison entièrement ouverte à tout le monde, beaucoup d'étrangers, de réfugiés, de gens d'autres races, d'autres cultures, une grande ouverture sur le monde. C'est l'origine de mes engagements ultérieurs, internationalisme, antiracisme.

Au lycée de Fontainebleau où j'étudiais, il y avait beaucoup d'enfants d'officiers, pro-O.A.S., qui distribuaient des tracts « Algérie française » ; c'était la baston entre nous. J'ai participé à des actions de soutien aux Algériens, à la vente de bouquins clandestins, *La question* d'Henri Alleg.

Puis j'ai commencé à naviguer, je suis sorti en 1966 de l'École de la marine marchande. En 1968, je me trouvais en train de faire « bêtement » mon service militaire dans la marine.

— R.-L. : *Tu as donc seulement suivi les événements par la radio ?*

— D.G. : Si je n'avais pas été à l'armée, j'aurais certainement été actif ; depuis 2 ans je m'intéressais aux idées révolutionnaires et libertaires ; rue Terneux (1), j'avais rencontré des militants du groupe Jules-Vallès de la Fédération anarchiste. Dès que je me suis retrouvé salarié, je me suis syndiqué à la C.G.T.

Par les informations, je me suis rendu compte qu'il se passait quelque chose de fondamental, notamment du point de vue de la vie quotidienne. J'avais vécu les blocages de la société française ; on était tous en chemise-cravate-veston, je repassais ma chemise pour sortir... Dans la marine marchande c'était le Moyen Âge, la taille de la cantine dépendait du grade, des serveurs africains pour le repas des officiers, une cafétéria pour les matelots !

— R.-L. : *Il y a eu des mouvements sur les navires en 1968 ?*

— D.G. : La marine marchande était un milieu dépendant de règlements issus de Colbert, pratiquement sous le contrôle de l'armée ! Il était illégal de faire grève dans un port étranger, sous peine d'être considéré comme déserteur... alors en cas de mot d'ordre de grève les amateurs envoyaient un message pour détourner le bateau avant qu'il n'arrive dans les eaux territoriales françaises et l'envoyer sur Amsterdam, Anvers où il sera déchargé ! Mais en 1968, il y a eu des grèves sauvages dans les ports, des grèves non hiérarchiques entre officiers et matelots ; elles ont été faites contre l'avis de la C.G.T., qui a dû les entériner après.

— R.-L. : *Quelle a été ton action syndicale dans la marine ?*

— D.G. : Quand j'ai fini mon service, en octobre 1969, je me suis retrouvé à bord des cargos avec un « esprit 68 » ; sans y avoir participé directement. J'étais complètement euphorique, je ne voyais pas du tout Mai 68 comme un pétard mouillé.

Pour agir syndicalement, c'est un peu plus compliqué car on est parti pendant 6 mois. Sur les bateaux, j'ai essayé de débloquent les barrages entre l'équipage et les officiers ; j'ai pris part à des mouvements, j'ai été un membre fondateur d'une revue, *Marine en lutte*, qui rassemblait tout ce qu'il y avait d'extrême gauche et de libertaire dans la marine marchande.

Puis j'ai fait une année d'études au Havre. On a mené des luttes étudiantes, j'ai écrit des articles sur des idées qui ont eu un écho : conception non hiérarchique d'un bateau, rapport sur la sexualité dans la marine marchande, proposition de communautés navigantes mixtes...

Avec des copains, on s'est mis à la disposition de l'Union locale pour faire du boulot à la base, mais le « Syndicat marine marchande officiers » C.G.T. nous a réprimandé, nous disant qu'il faisait du syndicalisme de cadres, alors que l'Union locale faisait du syndicalisme de masses !

Dans les années 70, je suis passé à la C.F.D.T. car il y avait une structure commune officiers-équipage.

— R.-L. : *Aviez-vous des contacts avec les dockers ?*

— D.G. : Pendant mon séjour au Havre, je participais aux activités du groupe Jules-Durand de la Fédération anarchiste, dans lequel il y a des dockers. De même, du côté de Nantes et de Saint-Nazaire se sont noués des relations marins-dockers-paysans pour empêcher le débarquement de viande venant d'Argentine. J'ai également contacté des dockers d'Anvers pour qu'ils ne déchargent pas des bateaux détournés pour les empêcher de faire grève.

Quand je suis reparti naviguer, j'en ai profité pour rencontrer des militants, notamment libertaires ; j'ai ramené de la littérature, fait des traductions d'Asie, d'Océanie, d'Afrique...

Mais dans beaucoup de pays du tiers monde il y a une grande méconnaissance des idées libertaires, autogestionnaires ; par exemple en Malaisie, avec 85% d'analphabètes, une population essentiellement paysanne, des problèmes de survie alimentaire, je rencontrais surtout quelques militants « avant gardistes » et léninistes qui avaient du mal à comprendre ma démarche de pensée.

Les libertaires, je les ai surtout rencontrés dans les pays industrialisés, anglo-saxons, australiens...

— R.-L. : *Y a-t-il eu des événements suite à Mai 68 ?*

— D.G. : Beaucoup de militants étaient au courant de ce qui s'était passé en France. Parfois il y a eu des événements dramatiques. Ainsi, en juin 1968, au Sénégal (2), des émeutes ont eu lieu à Dakar, notamment sous l'influence d'étudiants ayant vécu Mai 68 en France. La misère a fait que la population des bidonvilles s'y est associée. La répression a été terrible, avec de nombreux morts. Peu de gens savent que l'armée française, sans intervenir directement, a servi d'appui « logistique ». J'ai été témoin de cela, ayant été appelé à Dakar avec mon bateau à cette occasion...

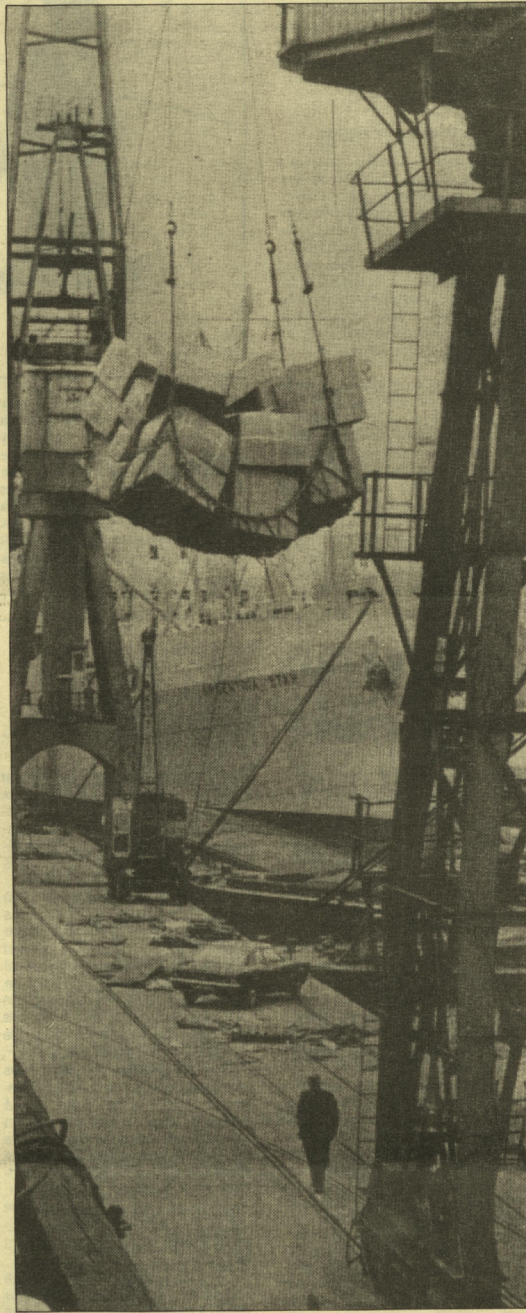
De même à Ceylan, en 1970-1971, il y a eu une insurrection de la jeunesse. Le Front populaire au pouvoir, qui rassemblait des socialistes, des communistes et des trotskystes, n'a pas hésité à noyer dans le sang — il y a eu des milliers de morts — de mouvement de la jeunesse assez spontanéiste, influencé par des courants maoïstes. Alors qu'ils se

## MAI 68 Sous les pavés... la mer

Sous les pavés, la plage. Et sous la plage ? La mer. En 1968, Daniel Guerrier s'acquitta de ses obligations nationales dans la marine. Officier de la marine marchande depuis 1966, il connaît après 1968 de nombreux pays et de multiples cultures. C'est le récit de son itinéraire qu'a recueilli l'émission « Chronique syndicale » (1) de Radio-Libertaire.

La rédaction

(1) Tous les samedis de 11 h 30 à 14 h, sur Radio-Libertaire, 89,4 MHz à Paris et en région parisienne.



disaient pro-chinois pour certains, la Chine a condamné les insurgés !

— R.-L. : *Tu es resté tout le temps dans la marine ?*

— D.G. : En fait, je naviguais six mois par an, passant le reste du temps en voyage ou dans des communautés ; l'éducation de mon père m'avait vacciné contre toute idée de « carrière ».

Et puis, j'en ai eu marre d'arriver en uniforme d'officier, sur un grand bateau blanc, dans un pays du tiers monde.

En 1972, j'ai pris un congé sans solde pour faire une formation de palefrenier-soigneur. Avec d'anciens copains on a mûri un projet de collectivité dans les Pyrénées, on était assez critique par rapport aux communautés, on souhaitait que chacun vive à son gré, avec une gestion collective comme ouvriers agricoles. Mais on avait besoin d'argent et j'ai été désigné pour retourner naviguer...

Au bout de 3 ans, j'ai rejoint les copains, installés en frontaliers pour aider les compagnons espagnols

d'abord dans la lutte antifranquiste, puis pour soutenir des camarades libertaires arrêtés et torturés par le nouveau régime démocratique espagnol !

En fait, pour les marginaux des Pyrénées orientales, on était des militants, et pour les militants, des marginaux... on était très organisés dans le travail ; il y avait des équipes, on tournait, on prenait des vacances, avec une volonté d'autogestion ; mais il y avait trop de perfectionnisme et on a éclaté pour cela.

J'étais alors à l'O.C.L. (3), il y avait des anciens de l'O.R.A. (4), du P.S.U.

— R.-L. : *Vous aviez des liens avec d'autres groupes ?*

— D.G. : On fonctionnait beaucoup avec les libertaires de Perpignan, l'extrême gauche, les groupes féministes. On a tenté un réseau de communautés avec le C.R.A.C. On élevait des chèvres, mais les marginaux ne nous aimaient pas trop, on leur « secouait les puces »...

On connaissait les paysans-travailleurs du pays basque ; on a fait la marche sur le Larzac avec eux.

— R.-L. : *Tu as continué à avoir des contacts à l'étranger ?*

— D.G. : J'ai travaillé un peu dans la marine, notamment sur la ligne de la Nouvelle-Calédonie. C'était vraiment le colonialisme du XIX<sup>e</sup> siècle ! J'ai connu les « Foulards rouges » (5), participé à des actions de soutien, envoyé des articles en France.

Les Kanaks parlent encore aujourd'hui d'un groupe très actif de Blancs de l'U.P.F. (6) qui ont fait de la taule avec les dirigeants historiques.

J'ai aussi rencontré un leader indépendantiste tahitien ; je suis allé au Mozambique, encore portugais : tous les matins, les contre-maîtres triaient les dockers parmi les Africains en regardant les dents, les muscles, comme pour les esclaves ! J'ai fait des voyages en Afrique du Sud, où j'ai pu me rendre compte de la réalité de l'apartheid.

— R.-L. : *La démarche a été marquée par tout cela ?*

— D.G. : Tous mes voyages ont alimenté mon activité politique, ma réflexion. Très souvent des camarades internationalistes, anti-impérialistes par principe ont du mal à se rendre compte des réalités sur place.

Je suis très sensible aux dimensions mondiales des choses, mais aussi aux dimensions culturelles. Des révolutionnaires, parfois des libertaires, imposent vis-à-vis du tiers monde un mode de pensée, une logique européenne ; quand on parle développement, n'est-ce pas souvent le développement de l'occidentalisation ?

Le manque de contacts, d'échanges avec d'autres cultures conduit souvent à l'euro-centrisme.

Sous d'autres latitudes, notamment dans le Pacifique sud, les dimensions symboliques, communautaires ont une grande importance ; l'individualisme ne signifie pas la même chose qu'ici. Les libertaires doivent en tenir compte s'ils veulent être compris dans ces pays.

### NOTES

(1) *Siège du Monde libertaire à l'époque.*

(2) *La « Chronique syndicale » du 4 juin 1988 a reçu un camarade libéral sénégalais qui a donné des précisions sur ces éléments.*

(3) *Organisation communiste libertaire.*

(4) *Organisation révolutionnaire anarchiste.*

(5) *Groupe très actif de jeunes kanaks.*

(6) *Union pacifiste de France.*

D'...  
tes les éloges  
et splendeurs  
cachet n'est  
république  
la France,  
de quatre  
cernée par  
caractères  
Chine, Lac  
On s'en  
révèle beau  
que le pa  
tranquille,  
reste incha  
voyageurs  
que qu'un  
mane va é

G  
pour

De plus  
réalité, le  
président  
socialiste  
régime, s  
presque e  
ment des  
« Maha V  
victoire »  
vaises acti  
langues), i  
anciens se  
dans l'au-  
à eux, co  
les rigueur

En effet  
dirigeants  
richesse  
système é  
pleine d  
rigueur li  
production  
marché no  
sable.

Le comp  
peu d'im  
cit arma  
baisse des  
mières. R  
plus à ma  
fallu plus  
réserves d  
pour aut  
situation.

L a g  
pré  
avri  
C.C.O.O.  
appelaie  
rendez-vo  
secteur  
générale  
l'A.I.S.S.  
des Amé  
que le g  
donné à  
envoyé u  
la C.N.T.  
surpris p  
que les  
mention  
l'« assem

Une d

Une é  
de plus  
des organ  
la salle.  
d'employ  
espéraie  
dire leurs  
tiatives, r  
annonça  
délégué  
ne se pri  
quand il  
de séance  
gué de l  
immédiat



## BIRMANIE

## Un joyau sans éclats ?

D'UN point de vue purement touristique, la Birmanie recueillerait toutes les éloges : authenticité asiatique et splendeur bouddhique. Mais le cachet n'est pas tout dans cette république socialiste grande comme la France, peuplée d'un peu moins de quatre millions d'habitants et cernée par des voisins pour le moins caractéristiques (Bangla-Desh, Inde, Chine, Laos, Thaïlande).

On s'en doute, la politique se révèle beaucoup moins splendide que le paysage. Si l'atmosphère tranquille, tropicale et désuète, reste inchangée aux yeux des rares voyageurs étrangers (1), tout indique qu'une page de l'histoire birmane va être bientôt tournée.

## Grande victoire pour une fin de règne

De plus en plus déconnecté de la réalité, le vieux général Ne Win, président du Parti du programme socialiste birman et homme fort du régime, se consacre aujourd'hui presque exclusivement à l'achèvement des travaux de sa pagode : « Maha Wi-Zaya » (« La grande victoire »). Pressé d'expier ses mauvaises actions (disent les mauvaises langues), il prépare à la manière des anciens souverains, son passage dans l'au-delà. Les Birmanes, quant à eux, continuent « d'apprécier » les rigueurs de la réalité terrestre.

En effet, la pauvreté d'idées des dirigeants annulant largement la richesse potentielle du pays, le système économique se trouve en pleine déroute. L'autarcie de rigueur liée aux insuffisances de la production nationale ont généré un marché noir devenu quasi indispensable.

Le commerce extérieur, malgré le peu d'importations, accuse un déficit alarmant, notamment depuis la baisse des cours des matières premières. Riz et pétrole ne suffisent plus à maintenir l'équilibre et il a fallu puiser largement dans les réserves d'or et de devises, sans pour autant arriver à assainir la situation.

Endetté obligé, le protectionnisme n'a pas évité la dépendance vis-à-vis de l'étranger, l'aide accordée par les organismes internationaux et l'O.N.U. ne faisant qu'accroître la tendance.

Malgré les fanfaronnades sur l'indépendance nationale, la Birmanie a bel et bien rejoint la cohorte des Etats mendiants.

Ici, comme partout, le socialisme autoritaire n'a instauré, au lieu de l'égalité et de l'abondance promise, qu'un nationalisme étroit complété d'une large indigence. Ici comme ailleurs, les discours d'union sacrée patriotique se révèlent être les seuls coupe-faim.

## Birmanie, joyau éclaté

Sur le front du patriotisme juste, les militaires au pouvoir ne sont pas beaucoup plus chanceux. « Le joyau de l'Asie », cher à Pablo Néruda (2) et propice aux chroniques de George Orwell, est menacé d'éclatement sur tout le territoire.

Depuis 1948, date de l'indépendance, différents mouvements autonomistes et séparatistes mènent une lutte armée contre le gouvernement de Rangoun.

Toutes les jungles entourant la plaine birmane sont aux mains des rebelles karens, kachins, shans, mōns, kayahs et chins. En tout trente mille guerilleros qui tiennent tête à à peine trois fois plus de soldats gouvernementaux. Un problème non négligeable donc, quand on sait que les « minorités ethniques » représentent au moins un tiers de la population totale.

Heureusement pour lui, l'Etat birman profite encore à ce jour de la désunion de ses ennemis (3). Au cours des deux dernières années, l'armée a connu de nombreux succès contre la guérilla mais, tout ayant une portée pernicieuse dans un système pervers, ces victoires politico-militaires sont devenues des échecs sur le plan économique. En effet, le contrôle gouvernemental sur les jungles du nord-est a eu pour effet de réduire considérablement la

contrebande organisée sur la frontière thaïlandaise. Privé de nombreux produits, le marché birman connaît aujourd'hui une inflation en conséquence...

Inutile de préciser que pour se maintenir au pouvoir Ne Win et consorts ont d'autres recours que la méditation transcendente ou les incantations bouddhiques. Plus dramatiquement, la censure, les arrestations et détentions arbitraires, les exécutions officielles et extrajudiciaires, la torture sont devenues pratiques courantes. L'opposition politique et régionaliste est combattue avec une vigueur qu'on peut qualifier de terroriste.

## Misère, révolte, terrorisme d'Etat

Il y a quelques mois, le mécontentement général des Birmanes a rencontré celui plus particulier des étudiants. Les événements qui s'en sont suivis ont opéré une rupture définitive, irréversible entre la population et le régime.

La goutte d'eau qui a fait déborder le vase est cette décision gouvernementale de « démonétiser », officiellement pour lutter contre l'inflation mais surtout contre le marché noir. Dans les faits, du jour au lendemain, et pour la seconde fois en 2 ans, un nombre important de coupures de banques ont été rendues nulles. Aucun dédommagement réel n'a été opéré vis-à-vis d'une population qui s'est trouvée privée du peu de pouvoir d'achat dont elle disposait.

Dès septembre 1987, de larges mouvements de protestation se sont produits, avec à leur tête les étudiants. Il faut rappeler que les universités birmanes ne sont plus ce qu'elles étaient avant la Seconde Guerre mondiale, quand elle jouissaient d'une réputation honorable, y compris au-delà des frontières. La méfiance vis-à-vis des « intellectuels » a fait que les nouveaux maîtres du pays ont laissé déprimer le système d'éducation et de formation, qui connaît un délabrement complet. Ceci n'étant pas pour



aider à la richesse et au renouveau du pays.

Très rapidement, les mots d'ordres ont dépassé la simple dénonciation de la démonétisation (ressentie comme un vol, un racket d'Etat) et se sont étendus à la dénonciation de la censure, de la politique nationale, de l'obscurantisme et du repli sur soi opéré au nom d'un « national-socialisme » contestable.

## Des actes de sauvagerie

Immédiatement, les cours ont été suspendus « pour calmer les esprits », ce qui n'empêcha pas des mouvements de moindre envergure jusqu'en décembre, dans plusieurs villes du pays. Mais c'est à la mi-mars que la pire est arrivée.

Des provocations policières, destinées à criminaliser la révolte des étudiants, ont connu une issue dramatique. Répondant à des actes de censure et d'intimidation, des manifestations ont été organisées. Elles ont été réprimées avec une violence et une sauvagerie extrême par les unités anti-émeutes. S'est engagé alors le cycle classique « répression-révolte-répression » au cours duquel les étudiants birmanes s'en sont alors pris à tous les symboles de l'Etat, détruisant et incendiant véhicules et bâtiments officiels.

L'acharnement policier a lui aussi passé un cap. Bilan : entre trente et cinquante étudiants assassinés, des centaines d'arrestations ; mais aussi, comme l'ont rapporté de nombreux témoins, des actes de sauvagerie tels que matraquages indiscriminés, viols d'étudiantes, noyades, et même dissimulation des traces d'exactions par l'incinération

des corps des victimes au cimetière principal de Rangoun.

## La peur pour finir

En prise avec un mécontentement qui gagnerait même les rangs de l'armée, le gouvernement s'engage plus avant dans la voie absolutiste. Pour gouverner un système qui sombre, il joue le pire... et la peur, en développant une psychose de l'attentat, de l'émeute incendiaire et du crime (4).

L'insécurité comme trompe-l'œil, la matraque comme remède, ne peuvent sauver indéfiniment le régime du sort qui l'attend. La population birmane, réputée pour sa douceur, sa gentillesse, voire sa passivité, est cette fois sortie de ses gonds. Il y a fort à parier qu'elle n'y rentrera qu'avec la disparition du despote.

V.C.P.

## La grève de l'hôtellerie madrilène

La grève de l'hôtellerie était prévue pour les 22 et 23 avril. Le jeudi 21, les C.C.O.O. (1) et l'U.G.T. (2), qui appelaient à la grève, donnèrent rendez-vous aux travailleurs du secteur pour une assemblée générale dans le vieux local de l'A.I.S.S. (sur la célèbre avenue des Amériques, à Madrid), local que le gouvernement socialiste a donné à l'U.G.T. Nous y avons envoyé une forte délégation de la C.N.T. et nous sommes encore surpris par la forme et la tournure que les deux organisations susmentionnées ont donné à l'assemblée.

## Une drôle d'assemblée

Une énorme tribune composée de plus de quinze représentants des organisations citées occupait la salle. Celle-ci se remplissait d'employés de l'hôtellerie qui espéraient pouvoir intervenir pour dire leurs inquiétudes et leurs initiatives, mais il y en eut un qui annonça que la parole était au délégué des C.C.O.O. Ce dernier ne se priva pas de la prendre, et quand il eût terminé, le président de séance annonça que le délégué de l'U.G.T. prenait la parole immédiatement. Celui-ci plaça

son discours à son tour, affirmant que nous gagnerions et tutti quanti.

Tout de suite après, le président de séance annonça, bien que cela paraisse un peu inhabituel, qu'un étudiant prenait la parole. Ayant un patron de l'hôtellerie dans sa famille, il comprenait les injustices de la profession, et voulait se solidariser avec les employés de l'hôtellerie. Sa péroraison s'apparentait à celle d'étudiants de Mai 68, comme les situationnistes.

C'est ainsi que se succédèrent une série d'orateurs qui avaient été préparés pour une telle intervention, mais les travailleurs ne demandèrent pas la parole, ne parlèrent pas. Ils ne firent qu'écouter. Cette assemblée ressemblait tout à fait à une saynète comique. Pour finir, alors que le président de séance annonçait que l'assemblée était terminée, les compagnons de la C.N.T. exprimèrent le désir de parler au nom de la C.N.T. Ce droit nous fut refusé, sous prétexte que l'assemblée était terminée. Un dialogue assez dur s'engagea et nous vîmes que le « service d'ordre » commençait à se rassembler non loin des militants confédéraux.

Mais cela ne fut pas plus mal, parce que la plupart des organisa-

teurs, et les travailleurs en général, entendirent de la bouche des militants confédéraux ce qu'est, et ce que doit être, une assemblée de travailleurs !

## L'action directe

La grève fut déclarée le vendredi 22 avril et les compagnons du syndicat de la gastronomie de Madrid y prirent part, aussi bien dans les piquets de grève que dans les tours de garde pour prévenir d'éventuelles provocations des « jaunes ». La compagne Manuela Romajo, qui est cuisinière dans une entreprise spécialisée dans les hôtels de luxe et dans les repas scolaires, a été sanctionnée le jour-même de la grève par ladite entreprise, qui décréta son transfert immédiat. Mais l'intervention rapide du syndicat obligea l'entreprise à revenir sur sa décision. Une fois de plus, l'action directe porte ses fruits.

## Extraits de « C.N.T. », mai 1988, n° 96

Les notes et les intertitres sont de la rédaction.

(1) Commissions ouvrières : syndicat dirigé par les communistes.  
(2) Union générale du travail : syndicat dirigé par les socialistes.

## NOTES

(1) Aucun visa supérieur à sept jours n'est accordé aux étrangers. Quant aux Birmanes, il leur est pratiquement impossible de sortir du pays.

(2) Pablo Néruda fut consul d'Espagne à Rangoun.

(3) Difficile en effet de mettre d'accord ces minorités nationales : musulmans, bouddhistes, guerilleros communistes et démocrates libéraux.

(4) Suite à l'attaque du train Maudalay-Rangoun, en mars, et à un incendie accidentel à Rangoun, en avril, les rumeurs les plus folles sont volontairement répandues. Le déploiement des forces militaires et policières étant opéré à toutes occasions.



R.F.A.

## La division du mouvement écologiste allemand

LES Verts allemands ont longtemps pu faire croire qu'ils rongeraient de l'intérieur la grosse pompe qu'est le capitalisme allemand et n'en laisserait même pas les pépins. Il n'y avait guère qu'une poignée d'anarchistes et de révolutionnaires idéalistes « totalement dépourvus du sens des réalités de notre temps », pour dire qu'ils s'y casseraient les dents... Les Verts ont donc fait leur trou, se sont gavés de lyrisme parlementaire et d'envoies électoraux, tant et si bien qu'ils sont à présent sur le point d'éclater.

« Réalistes »  
et « écolo-socialistes »

Deux tendances ont en effet fait leur apparition, il y a déjà quelques années de cela, et le fossé entre les

deux ne cesse de se creuser. La tendance « réaliste », autour de Joschka Fischer, n'aurait rien changé le fait de devenir un « F.D.P. amélioré » (F.D.P. : Parti démocrate libérale, centriste) ou un « nouveau parti des classes moyennes », car, déclarait récemment le leader de cette tendance, « Les Verts ne sont en fait que la partie socialement engagée des classes moyennes ». Et de mettre la pédale douce sur leurs revendications antérieures, telles que la sortie de l'Allemagne de l'O.T.A.N. ou de considérer l'arrêt immédiat du nucléaire comme irréaliste, ceci dans le but de faire de leur parti une composante possible de coalition gouvernementale.

Face aux « Realpolitiker » se trouvent les « écolo-socialistes », qui ont de plus en plus tendance à s'agrandir, et qui cherchent à s'orienter vers des actions extra-

parlementaires en nouant des contacts avec l'aile non violente du mouvement autonome allemand. Ce mouvement, très fort outre-Rhin, se caractérise par son grand flou idéologique, où se mêlent des idées libertaires et des analyses marxisantes. Il agit tant au niveau des squats que de l'environnement ou du soutien à certains partis marxistes-léninistes arabes. Les « écolo-socialistes » pourraient donc sans trop de problèmes faire leur trou.

Entre ces deux tendances radicalement opposées, semble pointer une troisième, autour d'Antje Vollmer. Celle-ci n'a en fait rien de vraiment original à proposer, et essaie plutôt de faire le grand écart entre discours parlementaires et actions sur le terrain. L'analyse que cette tendance fait de la crise du parti débouche sur cette évidence d'Hannegret Hönes : « Nous avons

besoin d'un nouveau consensus de base ». Mais sur quoi ?

### Ecologie et justice sociale

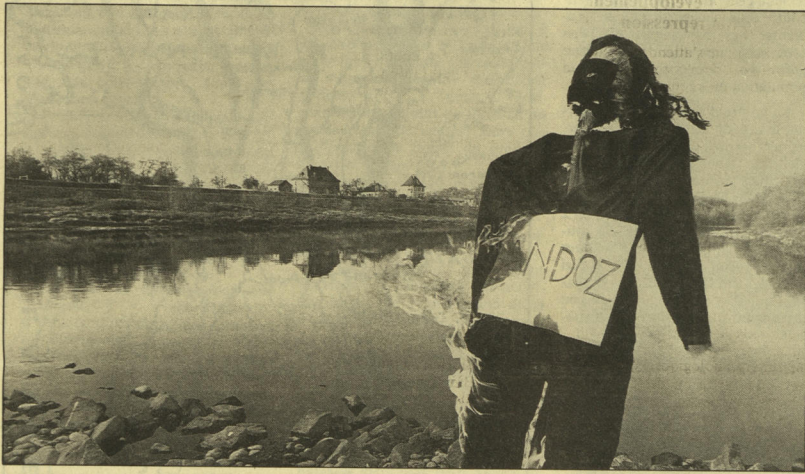
La protection de l'environnement, objectif n° 1 des Verts, est en effet devenu une préoccupation générale en Allemagne : tous les partis s'en réclament, tous les journaux — même les plus conservateurs — y consacrent leurs colonnes. Et le capitalisme ne s'en porte pas plus mal : les Mercedes et les B.M.W. roulent sans plomb, les sacs plastiques des super-marchés brûlent sans polluer, le déodorant pour W.-C. est sans phosphate, et jusqu'au mot « artificiel » qui a été remplacé sur les étiquettes de produits alimentaires par « naturidentisch » (pas besoin de traduction)... Bref, le vœu de certains « réalistes », tels Hubert Kleinert, de proposer un « capitalisme écologique » comme nouveau but pour le parti est déjà en bonne voie de réalisation. Restent bien sûr quelques missiles et centrales nucléaires qu'il faudra peut-être un jour éliminer...

Pas étonnant donc que les écologistes allemands ne sachent plus très

bien à quel saint se vouer. Les Verts, en misant sur l'action parlementaire pour changer le monde n'ont fait que s'ajouter à la liste déjà longue des partis d'extrême gauche tels l'ancien Parti social-démocrate (1), ou en France le Parti radical et le Parti socialiste, qui, à se souffler dans le cul pour devenir autobus, sont devenus d'agiles acrobates gestionnaires du système. Car la lutte pour la protection de l'environnement, si elle est essentielle à la survie de l'humanité, ne peut, sous peine de dégénérer en nouvelle mode pour bourgeois « in », être séparée de la lutte pour la liberté individuelle et la justice sociale. Il reste à souhaiter que l'évolution fatale du mouvement vert allemand serve de leçon aux écologistes français qui seraient tentés d'employer la même voir politique.

P. P.

(1) Le S.P.D. était dernièrement ses 150 ans. L'événement majeur de cette célébration fut la création d'un nouvel hymne social-démocrate : « L'eau tendre use lentement la pierre ». Dans trente millions d'années, le socialisme ?



### EL SALVADOR

## La crise politique

LA crise politique et sociale s'approfondit à El Salvador. Après le succès de l'extrême droite au Parlement, le président démocrate-chrétien, atteint d'un cancer généralisé, n'aurait plus que quelques mois à vivre. L'après Duarte est donc d'ores et déjà à l'ordre du jour.

### Défaite électorale

Les élections législatives et municipales du 20 mars 1988 ont marqué la défaite du Parti démocrate chrétien (P.D.C.) et le retour en force de l'A.R.E.N.A. qui a remporté 31 sièges sur 60 à l'Assemblée. La cohabitation est donc inévitable jusqu'aux prochaines élections présidentielles, en 1989. Déjà, en avril 1982, les deux partis avaient signé un accord de « gouvernement d'union nationale ». Qu'en sera-t-il cette fois ?

Néanmoins, il faut relativiser ces résultats. Dans un contexte de militarisation généralisée et de fraudes électorales, seuls 35 à 40% des inscrits se sont déplacés aux urnes. Cette consultation a plutôt démontré l'effondrement de la base sociale du P.D.C. que l'adhésion à un parti fasciste. D'ailleurs, en mars 1985, le P.D.C. n'avait remporté que 33 sièges sur 60, score à peu près similaire à celui de l'A.R.E.N.A. aujourd'hui.

Depuis sa victoire, finis les appels au coup d'Etat. L'A.R.E.N.A. est en quête de respectabilité. Et elle en a bien besoin : son nom ayant toujours

été associé aux « escadrons de la mort », assassins de milliers d'opposants. Quant à l'ex-major d'Aubuisson, il est de notoriété publique qu'il fut, entre autres, le commanditaire de l'assassinat de Mgr Romero en mars 1980.

### Revers U.S.

La disparition prochaine de N. Duarte, fidèle allié de la Maison Blanche et de la main-mise de l'extrême droite sur le Parlement salvadorien sont deux sérieux revers pour la diplomatie américaine. L'Oncle Sam s'était en effet beaucoup donné de mal pour redorer le « blason démocratique » d'un régime responsable de plus de 60 000 morts depuis le début de la guerre civile. Pour Guillermo Ungo, du Front démocratique révolutionnaire, l'actuel président « était la meilleure couverture avec son parti démocrate-chrétien pour mener à bien la politique contre-insurrectionnelle des Etats-Unis ». Mais ne doutons pas un instant de la capacité d'adaptation de la stratégie U.S. Le secrétaire général du P.D.C., G. Guevara, a lui-même émis l'hypothèse d'un renversement d'alliance : Washington lâcherait son parti et soutiendrait le nouveau vainqueur, tout en essayant de le modérer.

Concernant les relations avec le « grand frère », le colonel Ochoa a été très clair : « Nous voulons être les alliés des Etats-Unis, mais certainement pas leurs laquais comme c'est le cas actuellement »,

allant même jusqu'à se prononcer contre l'aide américaine alors que celle-ci est la plus grande importante source de revenus du pays...

La bipolarisation en deux camps résolument hostiles se confirme à nouveau : la parenthèse social-démocrate n'aurait-elle été qu'une pause ? L'intransigeance de l'A.R.E.N.A. aura sans nul doute des conséquences désastreuses pour les masses populaires. Ochoa n'a-t-il pas déclaré : « Nous ne sommes pas disposés à négocier à genoux avec les terroristes du F.M.L.N. Nous allons élaborer une position commune avec tous les partis avant d'inviter à nouveau la guérilla à la table de négociation. Nous rejetons la thèse des Etats-Unis selon laquelle il faut compter 6 à 8 ans pour gagner cette guerre. Nous pensons en terminer en un an ou deux ».

Comment l'A.R.E.N.A. pourrait-elle négocier la paix alors que N. Duarte a lui-même échoué après maintes tentatives ? La relance des pourparlers à la suite des accords de paix d'Esquipulas II fut suspendue dès octobre, sans aucun progrès depuis. Mais y a-t-il vraiment quelque chose à négocier ? L'oligarchie terrienne et les conservateurs ne sont nullement enclins à partager le pouvoir.

Alors que la guerre s'étend à de nouvelles régions jusque là « épargnées », les prochains mois seront sans nul doute d'une importance cruciale pour l'avenir de ce minuscule pays d'Amérique centrale.

Jean-Claude (Gr. Kropotkine)

### SLOVÉNIE

## Répression militaire

« LES pacifistes sont à l'Ouest, les missiles sont à l'Est » répètent en chœur « nos » militaires et « nos » politiciens. Mais, régulièrement, des pacifistes et des objecteurs de conscience sont condamnés à l'Est... et à l'Ouest. Fin mai-début juin, deux pacifistes, Janez Jansa et David Tasic, et un adjudant de l'armée yougoslave, Ivan Borstner, ont été emprisonnés pour avoir, selon leurs accusateurs en kaki, « divulgué des secrets militaires ».

### Retenez-les !

Janez Jansa est candidat à la présidence de l'Union de la jeunesse socialiste de Slovénie, et David Tasic rédacteur en chef de la revue *Mladina* (« Jeunesse »), journal de ladite union. Ils ont fait paraître une série d'articles sur le train de vie privilégié des hauts gradés, les ventes d'armes, mais aussi sur une réunion de militaires en vue d'un coup d'Etat en Slovénie.

La Slovénie se distingue en Yougoslavie par un fort courant pacifiste et alternatif en général (1) qui heurte les autorités, militaires en particulier. D'où l'éventualité d'une solution extrême ! Comme ces arrestations et l'annonce du coup d'Etat ont entraîné de nombreuses protestations, un général a déclaré à la télévision que si les « pressions » et les « menaces » dont serait l'objet l'armée ne cessent pas, cette dernière ne pourrait pas être tenue pour responsable de ses réactions.

### Un soutien important

Actuellement, 16 000 personnes et 250 organisations et associations ont signé une pétition en faveur de la libération des trois prisonniers. Ce soutien dépasse les 11 000 signatures qu'avait recueillies une pétition pour l'arrêt, jusqu'ici observé, de la construction des centrales nucléaires en Slovénie (qui en compte une, ainsi qu'un dépôt de déchets radioactifs).

Détenus dans une prison militaire et devant être jugés par une juridiction militaire, sans avocat, les trois accusés demandent l'ouverture d'une enquête sur les conditions de leur arrestation, la possibilité de choisir un avocat et leur comparution en prévenus libres. Auraient-ils confiance dans les tribunaux civils ? Toutefois, les trois prisonniers

pourraient utiliser leur procès comme une tribune et bénéficier du soutien international (2) : les autorités civiles sont plus soucieuses de l'image de marque du régime yougoslave.

K.R.T.

### NOTES

(1) Cf. *Izток* n° 14, revue libertaire sur les pays de l'Est, B.P. 70, 75563 Paris cedex 12. Une réunion internationale d'objecteurs, « I.C.O.M. 88 », aura lieu du 28 au 31 août 1988, à Bohinj, en Slovénie.  
(2) Vous pouvez réclamer la libération des trois prisonniers à l'ambassade de Yougoslavie, 54, rue de la Faisanderie, 75016 Paris : à la présidence de la R.S.S. de Yougoslavie, Predsedstvo S.F.R.J., Palaca Federacije, 11000 Beograd, Yougoslavie ; ou écrire au comité de soutien, S.K.U.C., Kersnikova, 61000 Ljubljana, Yougoslavie. Adresses des doubles de vos lettres à *Izток*.

### Des nouvelles de Mario

Comme nous pouvions nous en douter, les nouvelles de Mario ne sont pas très bonnes. Comment pourrait-il en être autrement en prison ?

Incarcééré depuis le 2 avril, au mitard, à la prison de haute sécurité de Alcalá de Mezo, il y est resté trois semaines et se trouve maintenant dans le quartier des droits communs.

Il est indispensable de soutenir Mario, en lui écrivant à l'adresse suivante : Mario Inés Torres, Centro penitenciario de Mezo, Modulo 1, Carretera de Mezo km 5, 28800 Alcalá de Henares, Madrid, Espagne.

La répression à laquelle est en proie Mario exhale une forte odeur de franquisme. Les miasmes de l'Etat espagnol ne doivent en aucun façon ne faire cesser notre solidarité telle qu'elle a été exprimée au cours de notre 44<sup>e</sup> congrès.

J.-P. G.



**Nouvelles de Martin Foran**

Martin Foran, prisonnier à Parkhurst, est maintenant victime de la répression de la part des autorités carcérales.

Malade des intestins, porteur d'un anus artificiel, on lui refuse les commodités qui accompagnent le port de cette prothèse. Ceci, afin de l'humilier et de le présenter dans le plus mauvais état possible lors des visites.

Ce traitement dégradant, visant à briser un individu en mauvaise santé, dans la pire tradition de la politique carcérale, doit rencontrer des protestations. Ecrire au gouverneur de la prison : The Governor, HM Prison Parkhurst, Newport, Isle of Wight, Grande-Bretagne.

Relations internationales

**Répression en Sicile**

Samedi 7 mai, la Digos (police politique) de Palerme a perquisitionné le local du « Cercle anarchiste 30 Février de Palerme ». Des journaux, des tracts, des photos, des lettres, etc., ont été à cette occasion saisis. Cela fait plusieurs mois que nos compagnons sont victimes de la répression étatique.

Sous le couvert de lutte contre le terrorisme, l'Etat italien essaye de faire taire les anarchistes et tous ceux qui refusent le consensus institutionnel. Les raisons profondes de cette répression en Sicile sont à rechercher dans l'investissement et la présence de nos compagnons dans la vie sociale, associative et culturelle. C'est ainsi que ceux-ci sont présents dans les comités de quartier, les luttes pacifistes, antimilitaristes et antinucléaires, etc.

Nos compagnons se sont élevés contre cette répression et cette atteinte à la liberté d'expression, et ont appelé l'ensemble du mouvement anarchiste italien à la vigilance. Vous pouvez leur témoigner votre solidarité :

Federazione anarchici milanese, « Circolo 30 Febbraio », Viale Monza 255, 20126 Milano (Italie).

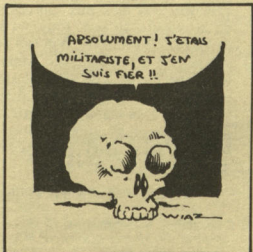
Relations internationales

**Italie : antimilitarisme**

Fabrizio Falciani et Agostino Manni, objecteurs insoumis anarchistes, sont actuellement incarcérés pour leurs convictions antimilitaristes. Vous pouvez leur témoigner votre solidarité :

- Fabrizio Falciani, Carcere militare Forte Boccea, Via di Boccea 251, 00167 Roma, Italie ;
- Agostino Manni, Carere militare, 81055 S.M. Capua Vetere (CE), Italie.

Relations internationales



**BRÉSIL**

**Développement de la C.O.B.**

Voici la seconde partie d'un article sur la Confédération ouvrière brésilienne (C.O.B.) paru dans le Monde libertaire n° 712 du 16 juin 1988. Nous avons retranscrit l'intervention d'un délégué de la C.O.B. lors d'une réunion publique organisée par la C.N.T.F. à Paris, qui s'est tenue en avril dernier. Après avoir abordé le regroupement des travailleurs brésiliens hors du syndicat officiel des cheminots dans la « ligue », il évoque ci-dessous la solidarité internationale dont ont fait preuve les travailleurs en lutte et les perspectives de développement de la C.O.B.

La rédaction

A U moment où ces travailleurs se trouvèrent « coincés », l'A.I.T. fut contactée, et très rapidement des lettres furent envoyées de partout à la présidence de la République brésilienne, à la direction des chemins de fer, etc., en soutien à ces travailleurs. Cela permit la mise en liberté des compagnons et de freiner le processus de répression. La solidarité internationale montra à toute son efficacité. Suite à cela, le gouvernement brésilien ne voulant pas ternir son image, le président de la République fit un discours à la télévision affirmant qu'il ne voulait pas entraver la liberté syndicale et qu'une organisation mondiale anarchiste cherchait à ternir l'image du Brésil.

**Les progrès de la ligue**

Le progrès de la lutte de la ligue est intéressant à suivre. D'un anarchiste au départ et de 20 membres dans la ligue, il atteint 400 membres lors de la grève. Puis, après la répression, l'arrestation de 50 personnes et le licenciement de 300 autres dans l'entreprise, ils se sont retrouvés à 80 organisés dans l'entreprise. Cela est important puisqu'il y a eu une autre grève, récemment, avec un grand rôle joué par la ligue. La répression devint de plus en plus forte, et un militant fut d'ailleurs assassiné et son corps caché par la police pour qu'il n'y ait pas de grande manifestation lors de son enterrement. La ligue, en signe de protestation, organise tous les mois un rassemblement au lieu de l'assassinat de ce travailleur (José d'Albuquerque).

Cette répression globale est d'ailleurs à rattacher au plan général du capitalisme international. Notamment contre ce genre de grève puisque le combat des cheminots

devient un modèle pour un certain nombre de luttes à travers le pays (enseignement, santé, commerce).

La pratique de l'action directe fait que la C.O.B., déjà présente dans 7 Etats du Brésil, devrait l'être dans 10 Etats lors du prochain congrès. L'objectif recherché est ainsi d'être la seconde force syndicale du pays, en s'appuyant sur son passé : elle fut la première force syndicale du Brésil.

**Vers un développement de la répression**

Il faut donc s'attendre, en parallèle à ce développement de la C.O.B., à une répression accrue de la part de l'Etat et du patronat. Le plan du capitalisme international prévoyant une « harmonisation » de la classe ouvrière avec les projets capitalistes. Les syndicats n'arrivent plus à jouer leur rôle. Cela ne sert à rien que la C.F.D.T. ou l'A.D.G.B. fasse venir en Europe des syndicalistes pour les entraîner à la pratique du pacte social, dans la mesure où au Brésil ils ne sont pas représentatifs.

Le Brésil vit une double réalité : il vit une réelle misère à l'éthiopienne, et d'autre part, c'est un pays de niveau technologique équivalent à celui du Japon ou des Etats-Unis. Le projet que veut mettre en place la social-démocratie est d'autant plus difficile à réaliser en moins de 10 ans, que l'on peut trouver dans un même immeuble un téléphone pouvant joindre les différentes parties du monde et une personne n'ayant rien à manger ! La réalité est donc dure pour les anarcho-syndicalistes, mais aussi pour les capitalistes.

Il est clair que les objectifs de la C.O.B. ne se situent pas au seul

niveau économique, et qu'ils font partie d'un projet plus global de société. C'est pour cela que la C.O.B. s'intéresse à l'antimilitarisme, au problème des Indiens, à l'écologie, au problème de la campagne, et que la C.O.B. organise même des grèves des employés des syndicats officiels.

**Les objectifs de la C.O.B.**

Alors que des bruits couraient sur un départ du Brésil de « Autolatina », consortium entre Volkswagen et Ford, des militants de la C.O.B. sont allés voir des travailleurs de cette usine en leur expliquant que l'intérêt ne résidait pas dans le fait de savoir s'il fallait laisser partir ou non « Autolatina », mais de reprendre l'usine et de la faire marcher de façon autogestionnaire. Les dirigeants de l'usine se sont alors empressés d'affirmer qu'ils ne songeaient à aucun départ et qu'ils tenaient à rassurer les travailleurs.

Dans cette situation, la solidarité est plus importante que jamais. Il faut dénoncer internationalement le fait que le Brésil n'est pas la démocratie qu'il prétend être, mais bien un système dictatorial comme il l'a toujours été. Des actions de protestation contre les ambassades du Brésil ont beaucoup de poids, et le nombre a finalement peu d'importance. Par exemple, des lettres de protestation envoyées au Premier ministre de Norvège qui devait se rendre au Brésil a fait que celle-ci a annulé son voyage. Les ouvriers européens ont un statut de citoyen ; cela veut dire que l'action de 7 ou 8 européens entrant dans une ambassade brésilienne, a plus de poids que 50 000 Brésiliens manifestant dans la rue à Sao Paulo.

Plus que jamais, la lutte est transnationale, et les travailleurs européens doivent apporter leur solidarité aux travailleurs luttant dans d'autres pays, et particulièrement au Brésil.

Article extrait d'une réunion publique avec un délégué de la C.O.B., organisée par la C.N.T.F.

**Appel à la solidarité internationale**

Nous avons reçu l'appel ci-dessous d'un de nos correspondants grecs. La répression est toujours forte là-bas.

Relations internationales

LE 17 novembre 1985, un policier, Athanasios Melistas, abbatit un jeune anarchiste âgé de 15 ans, Mihalis Kaltezas, lors d'une manifestation commémorant la révolte des jeunes et des étudiants du 17 novembre 1973. Cette dernière s'était produite en opposition au régime militaire alors en place. Après cet assassinat, des anarchistes occupèrent l'école de chimie de l'université d'Athènes en signe de protestation.

Le 18 novembre, à 10 h 30 du matin, de nombreux policiers armés jusqu'aux dents, avec des mitraillettes et des gaz lacrymogènes, envahirent l'endroit et le firent évacuer, arrêtèrent 39 personnes, parmi lesquelles 2 adolescents de 15 et 13 ans.

Les détenus furent gardés à vue et torturés par les policiers et les gardiens de prison ; mais grâce à la solidarité qui se développa en Grèce et ailleurs, après que l'un des inculpés, Ehhristos Kortetlieris, ait engagé une grève de la faim et de la soif pendant 18 jours, ils furent libérés. Comme à l'habitude, le policier tueur ne fut pas gardé à vue ni même poursuivi. Le 8 juin 1988, les 39 anarchistes sont passés en procès pour avoir « causé des dommages à l'université, l'avoir envahie, pour avoir résisté aux "forces de l'ordre" et gêné le trafic automobile ».

La brutalité étatique frappe encore en Grèce. Des lettres et des télégrammes de protestation peuvent encore être envoyés aux consulats ou ambassades grecques, ou aux adresses ci-dessous, pour faire comprendre à l'Etat socialiste grec que les anarchistes là-bas ne sont pas isolés :

- Menios Koutsoyorgas, Minister of justice, Zinomos and Pireos str, Athens, Grèce.
- The court President Proedro, B'Zmelous Plimmeliodikiou Athinon (synedriasi 8.6.1988), B'Zmeles Plimmeliodikio Athinon, Sholi Evelpidon, Athens, Grèce.

Relations internationales

**ESPAGNE**

**« Femmes contre l'armée »**

SUITE à la décision du P.S.O.E. de Felipe Gonzalez d'incorporer les femmes au F.A.S. (Forces armées spécialisées) espagnoles, un grand mouvement de contestation a eu lieu à travers toute l'Espagne, à l'occasion de la journée de la femme, contre la guerre et pour la paix.

Le 24 mai 1988, la coordination des femmes antimilitaristes de Guipuzcoa a défilé à travers toute la ville, avec comme but de manifester devant le gouvernement militaire. Mais la force de répression faisait barrage. Le communiqué suivant fut distribué :

« L'incorporation des femmes aux F.A.S. est une réalité dans l'Etat espagnol. Alors qu'aucune demande de la part des femmes n'a eu lieu. Cette ouverture a été utilisée de la part du P.S.O.E., comme une défense de l'égalité des femmes et des hommes. Les raisons profondes sont, comme toujours, plus difficiles à cerner. La nécessité de modernisation de l'image de l'armée, ainsi que le rapprochement législatif avec l'O.T.A.N. sont quelques-unes de ces raisons. Conscientes des conditions des femmes dans l'Etat espagnol, nous dénonçons le mépris du gouvernement, qui fait la sourde

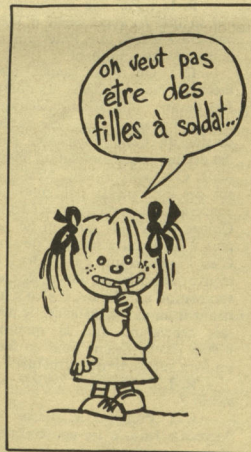
oreille aux revendications essentielles des femmes. En ouvrant l'armée aux femmes, l'Etat ne fait que renforcer son pouvoir opprimant. En tant que femmes, nous sommes contre la défense des intérêts de l'Etat, nous refusons l'égalité dans l'oppression, nous voulons l'égalité dans la justice et la liberté. »

D'autres manifestations de femmes ont eu lieu à Logrono, où les forces de répression sont intervenues violemment. A Las Palmas, une cinquantaine de personnes essayèrent de boycotter les manœuvres militaires de la Compagnie des opérations spéciales. Là, ce furent les habitants du quartier, pénétrés de patriotisme, qui ont essayé de retourner une des voitures de la manifestation et qui cassèrent les encadrements du mégaphone. Nous dénonçons aussi les journaux locaux, qui refusèrent de passer un communiqué, autrement que payant !

Le 20 mai, à Murcie, une manifestation, à laquelle participèrent 200 personnes, fut chargée par la police pendant 40 minutes. Les 21 et 22 mai à Carthagène, une manifestation de femmes défila contre l'incorporation des femmes au service national et en faveur des insou-

mis de la région. Là encore, les forces de l'« ordre » furent très près d'intervenir.

Informations tirées de « Agencia de Noticias Alternativas » n° 35



**REVUE DE PRESSE**

• « Industrial Worker » (revue des I.W.W.). Au sommaire : lutte pour l'écologie aux Philippines ; plein d'autres infos sur la défense de l'environnement ; les méfaits de Mac-Donald.

• « Le Q-Lotté » n° 64 (Québec). Au sommaire : lutte des squatters à Hambourg ; naissance d'une nouvelle coalition syndicale ; le syndicalisme dans la fonction publique.

• « Here and Now » n° 6 (Grande-Bretagne). Au sommaire : nouvelles d'Europe de l'Est ; les nouveaux libéraux.

• « Anarchy » n° 15 (Etats-Unis). Au sommaire : manif en faveur du désarmement ; dossier : anarchisme et religion.

• « Counter Information » n° 19 (Grande-Bretagne). Au sommaire : nouvelles des squats ; manif anti-apartheid ; mesures anti-chômeurs.



## EXPOSITION-DÉBAT

## Un bon dessin vaut mieux qu'un long discours

« Montrer, démontrer que le dessin de presse et d'actualité est un moyen d'expression à part entière et non une illustration ou un complément graphique au journalisme... », tel est le but que s'est donnée l'association « Un bon dessin vaut mieux qu'un long discours » (1). Découvrir le dessin de presse, son écriture, parfois sa férocité ; nous vous convions le samedi 25 juin 1988, à partir de 16 h, à la librairie du Monde libertaire, 145 rue Amélot, Paris 11<sup>e</sup>, en compagnie de Cardon, dont le trait, d'une redoutable efficacité, croque chaque semaine dans le *Canard enchaîné* les marionnettes de notre monde moderne (2). Dans le cadre de l'émission « A bâtons rompus », le 11 mars 1988, nous recevions Cardon et François Forcadelle, animateur de l'association « Un bon dessin vaut mieux qu'un long discours ». Nous publions un extrait de cet entretien.

Philippe et Nathalie

(1) B.P. 192, 75160 Paris cedex 04.

(2) Une exposition des dessins de Cardon a lieu en ce moment à la librairie du Monde libertaire.

— **Radio-Libertaire** : On peut s'étonner du paradoxe qui est de faire parler un dessinateur... de dessin.

— **Cardon** : Un peu oui. En général on préfère dessiner. Le verbe n'est pas notre moyen de communication préféré. On se méfie des mots, des paroles...

— **R.-L.** : Pourtant, lors d'une rencontre, c'est pratiquement toi qui a émis l'idée d'une émission sur le dessin et aussi sur les dessinateurs. Je pense que tu avais envie de dire des choses.

— **C.** : Dire des choses... mais dire des choses différentes de ce qui se dit habituellement. Pas spécialement ce que disent les dessinateurs, mais ceux qui les lisent, ceux qui les utilisent. J'ai l'impression, à mon humble avis, que ce ne sont pas les choses essentielles qui sont dites. Des tas de dessinateurs sont sollicités, on va trouver Durand, Dupond et on leur demande leur avis sur le temps qu'il fait et ils répondent avec conviction. Ça c'est le côté superficiel, artificiel du rôle qu'on attribue aux dessinateurs ; mais c'est valable aussi dans d'autres milieux. On va interroger un chanteur, une chanteuse de rock, etc. On ne va pas à l'essentiel. L'interviewer demande à celui qu'il interroge de faire du cinéma. C'est tout. On ne va pas à l'essentiel, à savoir ce qu'est un dessin, qu'est-ce qu'une écriture, pourquoi dessiner de cette façon-là ?

— **R.-L.** : François Forcadelle, justement, tu as créé une association : « Un bon dessin vaut mieux qu'un long discours ». Est-ce que c'est pour répondre aux questions que l'on est censé se poser sur le dessin de presse, est-ce pour combler le vide que vient de dénoncer Cardon ?

— **François Forcadelle** : Il est vrai que l'intitulé résume ce que je voulais faire au départ. Expliquer que le dessin est un moyen d'expression, que l'on peut dire un tas de choses à travers un dessin et qu'effectivement cela résumait de longs discours.

Pour rejoindre ce que disait Cardon, il est vrai que l'on fait beaucoup de spectacle, et dans tous les domaines, alors que le dessin arrive à analyser, à synthétiser, à aller au fond des choses, parce que le dessinateur est obligé de résumer, de simplifier et va à l'essentiel. Un bon dessin est un dessin qui n'a pas besoin de commentaires, qui n'a pas besoin d'être expliqué et qui fait réfléchir.

— **R.-L.** : Tu organises des expositions de dessin de presse et je sais que cela a du succès. Ne crains-tu pas que le dessin de presse connaisse le même succès que la B.D., il y a quelques années, et que cet engouement ne retombe ?

— **F.F.** : Je ne le pense pas. Le dessin de presse ne repose pas sur les mêmes bases. La B.D. a été une affaire commerciale et ce phénomène n'existe pas dans le dessin de presse. Il y a très peu de journaux spécialisés dans ce style de dessin.

Le peu de journaux qui emploient des dessins le font au compte-gouttes, et en plus le fond des dessins

n'est pas commercial. Les dessinateurs sont en marge du journalisme parce que c'est toujours le dessinateur qui dit ce que les autres ne peuvent pas écrire dans leurs articles.

— **R.-L.** : Cependant, la B.D., avant de connaître le succès, était considérée comme une sous-littérature, or il y a eu une sorte de reconnaissance « officielle », avec des festivals, des prix, etc. La même évolution ne peut-elle arriver au dessin de presse ?

— **F.F.** : Non, je ne le pense pas. Moi, je fais remonter le dessin d'actualité à très longtemps. Les bouffons étaient déjà des dessinateurs d'actualité. C'est un esprit de dessin d'actualité. C'est l'ironie, la satire, alors que la B.D. est avant tout un graphisme, même si au début elle a pu véhiculer certaines choses, comme la B.D. américaine.

— **C.** : Oui, et sur le plan commercial, la B.D. est plus facilement utilisable. On peut faire un commerce de B.D., c'est plus vendable, on consomme la B.D. Par contre, on voit peu de piles de dessinateurs à la F.N.A.C., par exemple. Mais je pense que tu as raison de poser cette question. Mais si, bien entendu ! Il y a de toute façon une récupération économique, on n'y échappe pas. Enfin, si, moi j'y échapperai, parce que mes bouquins ne sont pas vendables.

— **R.-L.** : Tu parles de quoi, de ton dernier livre ?

— **C.** : De mes livres en général, depuis que j'en fais. Parce que c'est trop indigeste, ce n'est pas bon enfant. On n'est pas d'accord avec Forcadelle, c'est la grande discussion. Je dirai qu'il y a des dessinateurs qui font partie du consensus mou, c'est-à-dire que ce sont des gens de bonne compagnie, qui sont facilement récupérables, utilisables, qui ne donnent pas d'aigreur à l'estomac... Ce n'est pas le cas de tous les dessinateurs. Certains ne sont pas utilisés car ils gênent quelque part.

— **R.-L.** : Tu dessines depuis quand ?

— **C.** : Mes premiers dessins sont apparus dans *Bizarre*, chez Pauvert, en 1961.

— **R.-L.** : Par une indiscretion, j'ai su que tu avais hésité à faire paraître *Y'a de la joie*. Pourquoi, tu le trouves trop méchant ?

— **C.** : On n'est jamais trop méchant. Non, je freine des quatre fers devant l'utilisation médiatique de mon travail. Je considère que les dessins du *Canard enchaîné* sont des dessins de consommation immédiate. C'est anecdotique, c'est basé sur des événements politiques qui concernent la semaine précédente. Quinze jours plus tard on ne sait plus à quoi rattacher ces dessins. C'est l'opinion que j'ai. Alors il se trouve que parmi ces dessins de consommation immédiate, il y en a qui tiennent un peu la distance. Je pensais cependant que la quantité n'était pas suffisante pour en faire un livre suffisamment structuré.

— **R.-L.** : Peut-on définir un dessin ?

— **C.** : Prenons le dessin au degré « zéro », c'est une écriture, c'est une envie d'écrire, de graver

quelque chose. Au départ, les gens devaient avoir besoin de laisser une trace. (...) Après, il y a plusieurs façons de concevoir cette écriture : est-ce une écriture de circonstance que l'on vous suggère, que l'on vous demande d'adopter comme un journaliste qui écrit un papier et qu'un autre signe ? Cela peut être un dessin d'emprunt. Cela peut être aussi une écriture, comment dire, physique, physiologique ou biologique (...) quelque chose de gestuel. A ce moment-là, le lecteur doit pouvoir le ressentir, doit pouvoir savoir à qui il a affaire, comme devant une page de calligraphie. On doit pouvoir faire une approche du dessinateur à travers son dessin. Au départ, pour moi, c'est ça un dessin.

— **F.F.** : Je suis d'accord avec Cardon. Souvent je compare le dessin à une phrase, tous les éléments qui composent cette phrase, sont les mêmes qui composent un dessin. C'est ce qui fait la force du dessin. Si tous les éléments sont complémentaires, le dessin est lisible, il veut dire quelque chose.

— **R.-L.** : Il y a des règles dans le dessin, comme des règles grammaticales, mais non écrites.

— **C.** : Elles dépendent de chacun, de chaque auteur.

— **R.-L.** : A quel moment as-tu décidé d'en faire un métier ?

— **F.F.** : Je veux montrer du dessin. On a une expo (1) des dessins de Cardon, qui les montre comme on ne les verra jamais (dans la presse). Ces dessins-là provoquent chez les gens des tas de réactions. Soit les gens sont mal à l'aise devant les des-

— **F.F.** : Et l'homme nu est éternel. Souvent les dessins de Cardon passent à travers le temps. Les situations qu'il décrit comme politiques vont au-delà de la politique.

— **R.-L.** : On leur voit rarement le visage.

— **C.** : Les visages m'intéressent peu, les personnages m'intéressent peu en tant qu'individus, ce qui m'intéresse ce sont leurs comportements, ce qu'ils font. Je ne fais pas de caricature. En général ce qu'attendent les journalistes, c'est une caricature un peu grotesque de façon à faire rire, on va faire rire d'un visage. Moi, ça me gêne, je n'aime pas faire rire d'un visage, cela ne m'amuse pas. Je ne vois pas à quoi cela peut servir de se moquer de quelqu'un. Je préfère m'attacher à la situation.

— **R.-L.** : Cardon soulignait qu'il fallait ne pas s'arrêter au degré « zéro » du dessin, mais essayer d'aller voir un peu plus loin. Est-ce pour cela que tu as décidé de publier cette revue ; le but étant d'expliquer le dessin de presse ?

— **F.F.** : Je veux montrer du dessin. On a une expo (1) des dessins de Cardon, qui les montre comme on ne les verra jamais (dans la presse). Ces dessins-là provoquent chez les gens des tas de réactions. Soit les gens sont mal à l'aise devant les des-



— **C.** : C'est un cheminement. Aussi loin que je me souviens, je n'ai pas désiré faire autre chose que du dessin. Dans ma famille, on lisait beaucoup d'illustrés. A cette époque c'était les Pieds Nickelés. Eh bien ! je me souviens avoir passé des heures entières à décortiquer les dessins des Pieds Nickelés. Dans les rééditions dernièrement, j'ai retrouvé la même émotion que j'avais devant ces images-là à 5 ou 6 ans. Exactement pareil. Je me souvenais de tous les détails.

Ensuite, j'étais à Paris, c'était dans le *Petit Parisien* les aventures du Professeur Nimbus. Les aventures du professeur Nimbus, plus personne n'en parle. Mais c'était d'une vacherie ! De l'humour noir. Nimbus se rend par exemple chez le coiffeur, il attend sur sa chaise, quand tout à coup le coiffeur coupe l'oreille de celui qui est en train de se faire coiffer. On voit le professeur Nimbus se lever. On pense qu'il va chercher du secours ; mais il revient avec son chien, afin que celui-ci profite de l'oreille coupée.

— **R.-L.** : Tes personnages sont représentés de dos, et le plus souvent ils sont nus, perdus dans des perspectives.

— **C.** : Oui, c'est une scène de théâtre, où l'homme nu a maille à partir avec un grand nombre de difficultés. Soit des monstres dans les dessins non politiques, soit des problèmes politiques dans les dessins pour le *Canard enchaîné*.

sins, parce que c'est un univers qui n'appartient qu'à Cardon ; soit ils retrouvent des situations vécues. J'ai rencontré souvent des gens qui ont repris des dessins de Cardon pour s'adresser au chef de service ; pour leur expliquer : voilà la situation de notre bureau, comment on fonctionne.

Moi, c'est cela que j'aime bien (...) les gens se posent des questions, ils sont obligés d'aller plus loin. Je trouve que la tendance actuelle du dessin, c'est peut-être dû à la télé, c'est le gag qui passe, hop ! trente secondes à l'écran. Tandis que les dessins de Cardon, on est obligé d'avoir plusieurs niveaux de lecture. Je trouve que ça éduque le lecteur éventuel du dessin, ça lui donne le goût du dessin.

— **R.-L.** : Cardon, faut-il avoir un regard particulier pour faire du dessin d'actualité ? Dans ton dernier album, il y a des dessins très durs.

— **C.** : Mais il faut appeler un chat, un chat. Voilà tout. C'est-à-dire dans le milieu duquel je suis issu...

— **R.-L.** : Quel milieu ?

— **C.** : Un milieu de prolétaires, un chat, c'est un chat ; un con, c'est un con ; un salaud, c'est un salaud. J'ai travaillé en usine, dans les arsenaux de la marine. Je le disais dernièrement, en usine, chez les travailleurs manuels, la sanction est immédiate. La sanction est immédiate parce que les gars qui travaillent

savent qu'ils travaillent sur des matières brutes. Ce sont leurs mains, c'est avec leur peine qu'ils modifient les choses, qu'ils modifient la matière. C'est par leur propre vouloir, leur propre conscience des choses, qu'ils pensent eux aussi changer la société et leur environnement immédiat. Cela fait que les syndicats ouvriers pensent qu'ils peuvent agir.

Quand on faisait grève, par exemple j'ai fait grève contre la guerre d'Indochine en 1954, contre la guerre d'Algérie, on était sanctionné. Les primes à la fin du mois, elles sautaient parce que c'était militaire, c'était la marine. (...) Plus question de promotion. Donc, c'était sérieux, c'était grave. Celui qui n'avait pas le courage de faire grève contre la guerre d'Indochine ou la guerre d'Algérie, celui qui hésitait, celui qui, quand il fallait débrayer pour avoir 25 centimes d'augmentation, ne le faisait pas, les autres le remarquaient. Ça finissait par se savoir. Donc, la sanction était immédiate. Ça vous apprend à vous comporter. C'est un monde juste. C'est un monde où il faut se sentir fraternel.

Or, dans ce milieu parisien de la presse en général, si on applique cette grille-là de la sanction du milieu manuel, des travailleurs, ça ne colle plus. Parce que cet univers-là, dans lequel je suis, est un univers de mots et de paroles. On en revient à notre discours du début. C'est la parole qui est maîtresse, c'est le mot. Le mot, c'est la meilleure et la pire des choses. Les gens ne pensent pas que c'est par leur propre travail qu'ils vont modifier les choses, mais par l'aisance du verbe. S'ils savent bien mentir, si ce sont de bons hypocrites, ils emportent le morceau. Un ouvrier ne peut pas le faire. Si sa pièce est mauvaise, si la pièce qu'il a réparée envoie le sous-marin par le fond, là c'est quelque chose d'immédiatement palpable. La sanction est immédiate.

Dans le milieu que nous fréquentons nous autres, il n'y a pas de sanction. Le type qui s'est gourré, qui a fait un mauvais article, il va se rattraper et cela ne tire pas à conséquence. Combien de journalistes avons-nous vu disant des saloperies. Qu'est-ce que cela peut faire, c'est profit et perte. Il suffit de laisser passer un mois ou deux. Ne citons pas de noms, mais il y a eu le « Sida mental », puis des papiers douteux de quelques journalistes...

Dans le milieu ouvrier on ne peut pas. Je suis issu de ce milieu-là. Il y a une espèce d'exigence. Si j'applique la même grille dans l'univers que je fréquente, je ne peux pas jouer le jeu du verbe. Je ne sais pas me servir des mots, en tout cas j'ai beaucoup de mal, si je me force un peu, mais ce n'est pas ma philosophie, ce n'est pas ma façon de faire...

— **R.-L.** : Le dessin t'a permis d'exprimer tout un combat ? Est-ce que tu te considères comme dessinateur d'opinion, un dessinateur engagé ?

— **C.** : Oui, absolument. Je me considère engagé. Je suis toujours du même côté de la barrière. Ce n'est pas parce que je gagne mieux ma vie, que j'ai quitté les gars qui travaillaient avec moi. Eux approchent de la retraite ou sont toujours les mains dans le cambouis, bon moi j'en suis sorti et je fais du dessin. Mais je témoigne du sort de cette classe ; c'est une classe, une classe qui travaille, qui a du mal à s'en sortir. Je ne vois pas quel autre discours je pourrais faire, quel autre témoignage je pourrais apporter.

Propos recueillis par Philippe

(1) Expo visible jusqu'au 25 juin à la librairie du Monde libertaire, 145, rue Amélot, 75011 Paris.

L no  
an  
être, sur  
criée.  
aujourd'  
devant  
sion est  
l'image.  
cinéaste  
cinéma  
des récu  
Au bout  
tateur (c  
parfois  
déforme  
Malgre  
le ciné  
qu'il y  
acteurs  
cinéma  
C'est le  
La télé  
nouveau  
sir. Il e  
balance  
redevien  
le risqu  
gueule  
des sall  
c'est un  
personne  
libertaire  
qu'elles  
d'ailleurs  
l'actuali  
choisi de  
trois film

Ce fil  
Américai

E N  
C.  
Ca  
l'éducati  
ger plusie  
tiques d'  
native, li  
peut-être  
tait mes  
qu'une ce  
et là au s  
retiré de  
ment miti  
Quelqu  
certes, d  
Forts ! tr  
flamboya  
polis de  
charisme  
tage. Bref  
de plus.  
sermonné  
nets. La  
vante de  
dante de  
redorer le  
mouvement  
Avec le  
impression  
rent. Lent

de

« Chron  
d'une g  
« Music  
Kersua

« Conte  
neser e

« Histo  
Nin).  
« Femm



CINÉMA

Y a-t-il un film à voir ?

Le cinéma est-il en crise. On nous répète ça depuis des années. En fait, c'est peut-être surtout le public qui est en crise. Les gens préfèrent aujourd'hui rester chez eux devant leur téléviseur. La télévision est devenue le fast-food de l'image. Elle déforme le regard du cinéaste et découpe l'œuvre cinématographique pour la gloire des récurants à chiottes et du fric. Au bout du compte, c'est le spectateur (devenu téléspectateur et parfois téléphage) qu'elle déforme.

Malgré ce qu'on nous raconte, le cinéma va bien. Je veux dire qu'il y a des réalisateurs, des acteurs et des films importants. Le cinéma bouge et ne s'endort pas. C'est le public qui doit se réveiller. La télévision endort (ce n'est pas nouveau). Elle anesthésie le plaisir. Il est temps que le public balance ses charentaises et qu'il redevienne spectateur en prenant le risque d'en prendre plein la gueule dans l'univers magique des salles noires. Je crois que c'est une des préoccupations des personnes qui, dans le *Monde libertaire*, vous parlent des films qu'elles ont aimés (ou pas aimés d'ailleurs...). Dans ce qui fait l'actualité cinématographique, j'ai choisi de voir ces derniers jours trois films...

« Le beau-père »

Ce film raconte l'histoire d'un Américain moyen. Un Américain

un peu maniaque, certes... Il aime beaucoup, l'ordre. Il aime aussi sa famille. La famille, car pour lui la famille c'est justement l'ordre. Et quand ça ne tourne pas rond dans sa famille, ce bon Américain (le rôle est interprété par Terry O'Quinn) a besoin de remettre de l'ordre... Il fait alors le nettoyage par le vide et trucidé femme et enfants avant d'aller créer ailleurs une autre famille... Le type même d'histoire qui fait les gros titres des gazettes spécialisées dans le crime. Le réalisateur américain Joseph Ruben en a fait un film où l'humour noir n'est pas absent. *Le beau-père* est un très bon polar (on sent chez Ruben l'influence des maîtres du suspense) qui a d'ailleurs obtenu cette année le Grand Prix du Festival de Cognac. Un nouveau film noir à découvrir...

« Le grand bleu »

La sortie du film avait été entourée de mystère. Luc Besson faisait courir le bruit que son film était un chef-d'œuvre. Rien que du vent et de la parlotte. *Le grand bleu* est un navet. Besson s'est planté. Son histoire ne tient même pas. Même si ce qu'il avait choisi d'évoquer était intéressant. C'est dans l'ensemble mal filmé. A part peut-être la première partie (trop courte) en noir et blanc. Les nocturnes ont l'éclairage de certains spots publicitaires. Et ça, c'est débêquetant... Les acteurs sont insignifiants (sauf, heureusement, le grand Jean Reno). Pour se rat-

traper, Luc Besson raconte partout que les critiques sont nulles. Et pourtant, *Le grand bleu* ce sont vraiment les grands fonds...

« Bagdad Café »

Le voilà le chef-d'œuvre : *Bagdad Café*. Putain quel film ! Le réalisateur allemand Percy Adlon nous a tout donné. L'histoire de deux bonnes femmes en rupture de mari et qui vont s'affronter avant de se rencontrer. Les paysannes, le Bagdad Café planté dans le désert américain, entre la Sierra Nevada et la Vallée de la Mort. Les couleurs du jour, de la nuit, du ciel, de la terre et la caméra folle, délirante, amoureuse de Percy Adlon. Et les comédiens, l'imposante Marianne Sägebrecht, bouleversante de tendresse, de sincérité et d'érotisme. La pêche de C.C.H. Pounder. Et un Jack Palance étonnant. *Bagdad Café* est un film complètement fou. Un film qu'il ne faut absolument pas manquer.

Pascal DIDIER

ÉCOUTEZ  
RADIO-LIBERTAIRE  
89.4 MHZ  
PARIS

CINÉMA

« Une nuit à l'Assemblée »

Le nouveau Mocky (et le deuxième de l'année 1988) est arrivé ! Le maître de la dérision mal supporté ces longs mois de campagne auxquels un pourcentage sans précédent de « mauvais citoyens » ont opposé un camouflet. Il a donc repris son stylo et sa caméra pour nous décrire les ripoux de l'intérieur en allant filmer l'Assemblée nationale. On ne peut s'empêcher de penser en sortant de la salle que ce portrait au vitriol est de toutes les manières bien en-deça de la réalité...

Malgré une intrigue qui comme dans tous ses films est toujours assez loufoque, Mocky n'a pas son pareil pour émailler son scénario de scènes volontairement provocatrices qui renforcent l'effet dévastateur de son propos. Et ses outrances réussissent à faire l'unanimité sur une grande idée : la connerie humaine n'a pas de limites...

Michel Blanc est le point de départ d'un énorme scandale qui va secouer tout le Palais-Bourbon. Directeur d'un camp de naturistes, il reçoit la Légion d'Honneur pour services rendus à la nation. En effet, il a considérablement développé, depuis l'ouverture du camp « Joie et nature », la fabrique de jumelles de son village ! Hélas, il réalise que ces décorations remises à tire-larigot font l'objet d'un trafic couvert par un ministre.

Jacqueline Maillan, militante d'un obscur groupuscule gauchiste, passe son temps entre l'Assemblée, où elle dénonce les pourris, et la tournée des usines, où elle pêche la bonne parole, travaillant lorsqu'elle le peut dans une banque... Son seul regret est évidemment de ne pas être élue !

Jean Poiret, lui, est un royaliste dont le rêve secret est de réunir les 500 signatures nécessaires à une éventuelle candidature aux élections présidentielles. Pour cela, il n'hésite pas à faire coucher ses sympathisantes bourgeoises avec tous les élus possibles. Mais les temps sont difficiles ! Notre royaliste de service, oisif et rentier, n'a guère plus de scrupules à se livrer à d'autres magouilles sonnantes et rébuchantes (comme les fausses médailles et la cocaïne) grâce à son beau-frère ministre...

Et la galerie de portraits continue à un rythme infernal, égratignant au passage tous ceux (et ils sont nombreux !) que Mocky n'aime pas. Ça tombe bien, car nous non plus n'aimons pas les R.G., les amoniers du Front national, les califes gauchistes qui aimeraient être califes à la place des califes tout court...

Jusqu'au bouquet final dans l'enceinte de l'Assemblée nationale qui réunit un nombre impressionnant de crapules. Mocky n'est pas un provocateur. Il décrit simplement sans complaisance ceux que beaucoup d'autres se contentent de caresser dans le sens du poil. Alors forcément, ça dérange !

C. BAUDOT

NOTE DE LECTURE

« Vivre l'Éducation ! »

EN novembre 1986, le C.E.R.E.L. (1) organisait à Carcassonne un colloque sur l'éducation afin d'essayer de dégager plusieurs axes théoriques et pratiques d'une éducation autre, alternative, libertaire... Sur le moment, peut-être parce que la pluie pailletait mes rêves de gris ou parce qu'une certaine morosité perlait ici et là au sein de l'assistance, j'avais retiré de cette rencontre un sentiment mitigé.

Quelques lueurs de temps à autre, certes, des témoignages, surtout. Forts ! très forts ! mais d'analyses flamboyantes guère ; de projets polis de cohérence, point ; et de charisme électrisant, pas davantage. Bref me disais-je, un colloque de plus. Une petite messe proprette sermonnée d'états d'âmes tristounets. La énième du genre. La suivante de la suivante, et la précédente de la prochaine. Pas de quoi redorer le blason terni par les ans du mouvement libertaire !

Avec le temps cependant mes impressions premières s'estompèrent. Lentement mais sûrement, je

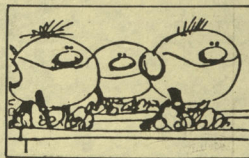
prenais conscience de ce qui pourtant aurait dû me sauter aux yeux. Car c'était évident que le colloque ne pouvait pas être un son et lumière de harangues ou un déferlement ravageur d'enthousiasmes communicatifs. A l'heure du rattachement de tous les mouvements sociaux de l'après-68, de la montée de la réaction et du libéralisme beuglant cela aurait été complètement anachronique, irréel, incongru presque.

Par contre, cela aurait pu être, comme il y a peu encore, un enterrement de première classe avec pleureuses, rabacheurs, mâchonners et « sloganiseurs » à front bas. Or, il n'en fut rien. Car on ne parla que du présent. Car on prit le temps de s'écouter. Et en confrontant, on réussit mine de rien à avancer quelques idées neuves. A forger quelques clés pour l'avenir d'une éducation « made in liberty galaxie ».

Pour ceux qui ne seraient pas tout à fait persuadés de ce que j'avance, nul doute que la lecture de cette brochure (2) qui reprend quelques-

unes des interventions ayant eut lieu à Carcassonne les convaincra.

Patrick Bouvard y pose le problème du pouvoir dans l'institution



et se fait l'avocat, pour échapper à l'enfermement pédagogique, de la mise en œuvre de droits politiques reconnus aux enfants. Marie-Claire Calmus y crie ses peines, ses joies et

ses espoirs d'enseignante et de femme. Francis Laveix, qui enseigne au lycée expérimental d'Oléron, nous en conte le pourquoi et le comment. Patrick Baccou nous y retrace l'histoire des écoles occitanes. Emmanuel Bouterin nous y décrit largement les expériences pédagogiques ayant eu lieu dans les Alpes-du-Sud. Et le C.E.R.I.S.E. (3), qui édite l'excellente et passionnante revue *Zéro de conduite*, nous donne un petit tableau de « l'alternative éducative » : mode d'emploi.

Comme on le voit, dans cette brochure le passé est singulièrement absent. Non pas par mépris ou ignorance, mais parce que... parce que la confrontation du vécu ne permet guère le flirt avec hier, parce que trop de choses à entendre ; à réfléchir pour avancer encore un peu plus, pour ébaucher de nouvelles idées et de nouvelles pratiques. Bien évidemment, quand on en est à parler ainsi de l'éducation, c'est-à-dire en l'inscrivant délibérément dans le champ du présent, l'analyse manque souvent de patine et les projets ont rarement le poli de l'achevé. Mais cela ne signifie pas que les projets manquent de punch, bien au contraire.

Si vous préférez le présent au passé, le fond à la forme et la vie au discours sur la vie, n'hésitez pas. Cette petite brochure sans prétention devrait vous plaire. Les libertaires s'y révèlent à propos de l'éducation sous un jour qui fait chaud au cœur : celui du pragmatisme et de la capacité à embrasser le réel à bouche que veux-tu. Et ça, c'est nouveau !

Jean-Marc RAYNAUD

(1) Centre d'études et de recherches sur l'expression libre.

(2) Atelier de création libertaire, en vente à la librairie du Monde libertaire (58 F).

(3) Centre d'études et de recherches sur l'innovation sociale et éducative.

« Anarfac » dans les facs !

Il n'est pas trop tard pour parler du numéro d'avril 1988 d'*Anarfac-Agitation* édité par la C.L.É.A. (Coordination des lycéens et étudiants anarchistes). Il faut souligner l'esprit de suite (rare dans le milieu étudiant) des animateurs de la C.L.É.A. qui, depuis plusieurs années maintiennent une présence constante dans les facs et lycées de France — il faut dire dans quelques facs et lycées. Ceci étant entendu comme un appel pour que la C.L.É.A. soit présente dans toutes les facs et les lycées de France. Pour cela, un bon moyen : que tous les étudiants et lycéens qui lisent ces lignes se procurent le dernier numéro d'*Anarfac* qui sur 16 pages, mêlant le sérieux et l'humour, aborde un nombre considérable de sujets, de l'abstention révolutionnaire au nucléaire ; de théories sur l'Etat à la vie et l'œuvre de P. Kropotkine. J'ai particulièrement apprécié la biographie croustillante de M. Juquin rédigée par Franck de Rennes.

Au moment où les chantres (ou les démolisseurs) de Mai 68 racontent les événements en oubliant une de ses composantes fondamentales, la composante libertaire, il est important qu'une publication maintienne la présence de la pensée et du mouvement anarchiste dans les lieux d'éducation. *Anarfac* remplit son rôle. Il faut l'aider à continuer.

Yves PEYRAUT

Un détail historique à corriger : P. Kropotkine n'est pas retourné en Russie en 1918, mais en juillet 1917.

Festival de Petersbach

Ça se passe au 7<sup>e</sup> festival de Petersbach les 24, 25 et 26 juin, le talentueux Charlie Musselwhite n'y sera pas cette année, mais il y aura plein d'autres artistes et de groupes : Blues Power, Richard Bragel Blues Band, Little Willie Littlefield, J. J. Milteau avec orchestre (à la guitare Bill Deraine, Tex Bernie, Rock and Roll Circus, Dick Annegam, etc.).

Entre Strasbourg et Sarreguemines en gros, plus précisément près de Drulingen en Alsace, c'est à Petersbach qu'aura lieu le 7<sup>e</sup> festival de folk, blues et jazz. Le forfait est de 120 F pour le week end, camping et restauration sont prévus. A la caisse vous ferez la bise à Paulo de notre part !

Thierry (« Blues en liberté »)

Programmes de Radio-Libertaire (89.4)

Samedi 25 juin

« Chronique syndicale » (11 h 30 à 14 h) : S.N.E.C.M.A., le bilan d'une grève ; un marin en 1968.  
« Musiques in the glen » (17 h 30 à 19 h) : avec comme invité Denis Kersual, « Piper ».

Dimanche 26 juin

« Contes en liberté » (16 h 30 à 18 h) : avec Colette Estru, S. Esquineser et J. Bourdin.

Mercredi 29 juin

« Histoires courtes » (15 h à 16 h 30) : contes érotiques (Anais Nin).  
« Femmes libres » (18 h 30 à 20 h 30) : Mai 68, Jeanine Sert.



## « GÉNÉRATION CANNIBALE »

## Le gouvernement des élites

« Il existe une opinion, peu raisonnable pour l'essentiel, qui s'oppose à l'extinction graduelle d'une race inférieure. »

Sir Francis Galton (1822-1911)

**A** l'heure des générations trucs et machins, il en est une à qui nous tenions à rendre grâce dans les pages du *Monde libertaire*, nous l'appellerons pour simplifier et s'en tenir à l'essentiel de son existence, génération cannibale, dévoreuse d'hommes de génération en génération... Un autre vocable a eu son heure de gloire grâce aux efforts de la grande bousculade médiatique : c'est celui de force (« la force tranquille »). Et nous-mêmes, nous avons cru voir dans la résurrection en force de l'extrême droite, ou pour parler clair, des petits-fils du nazisme, l'expression d'une force, une sacrée force celle-ci.

## Qui de la poule ou de l'œuf

« L'inégalité des hommes est l'un des fondements de toute culture... A la base de cette inégalité, il y a une différence de capacités. C'est la même chose entre les groupes raciaux », Konrad Lorenz (*Nouvelle Ecole*, 1974). La sacrée farce est de retour disions-nous, et nous ne pouvons nous résoudre à croire que ce soit le seul fait d'une rotation historique des modes politiques qui fonctionnerait indépendamment de ses sujets : nous !

Une farce, car les sociologues, psychologues, journalistes, statisticiens, politologues et autres économistes nous présentent ce regain de vitalité, pour nous rassurer et avec beaucoup de suffisance, comme le fruit pourri d'une crise économique. Ce qu'à l'évidence nous ne saurions croire, car il faut bien des appuis et des soutiens pour voir une telle idéologie s'implanter si largement. Le seul phénomène de crise, doublé de celui de bouc émissaire, n'y suffit pas ! (sans parler de la justesse même de cette idée de « crise économique » tant elle n'est pas pour tout le monde, et tant elle apparaît pour d'autres comme permanente). Le bouc émissaire, inutile de vous le présenter. Il revêt mille faciès et toujours c'est l'« autre », on lui a trouvé un support idéal d'émotions : le S.I.D.A. La suite, vous la connaissez, vous la devinez. Une farce en cache-t-elle une autre ? Génération spontanée ou maladie persistante ? Qu'est-ce que la génération cannibale ?

## Contre l'amnésie

« La vraie politique, c'est la biologie » (*Nouvelle Ecole*, 1969). Peut-être faudrait-il faire un retour en arrière, tant nous devons combattre l'amnésie. Qui était Hitler ? Un fou assoiffé de sang ? Un dictateur-né ? Un rebut de la société qui a fait carrière ? Ou alors un applicateur zélé et divinement inspiré de théories « scientifiques » sur les idées de « guerre de tous contre tous », « sélection naturelle », « espace vital », « surpopulation », « lapinisme des tarés » dans lesquels on doit comprendre tout ce qui n'est pas aryen et ne correspond pas au projet scientifique occidental. Relisez ou lisez *Mein Kampf*, toutes ces idées y sont développées, à tel point que la première édition de ce livre en France fut passée au pilon sur ordre de l'éditeur d'Hitler lui-même, de peur d'effrayer les lecteurs non germaniques peu initiés encore aux rites implacables de la biopolitique.

Regardez maintenant l'état-major d'Hitler, vous y retrouverez un nombre important de docteurs, de scientifiques, de biologistes, lisez les interviews d'ex-nazis sur le rôle du complexe militaro-scientifico-industriel dans le Reich allemand (1) ; et ce serait le fruit de l'irrationnel... Pour terminer, replongez-vous dans quelques « bonnes lectures » : Malthus, Darwin, Gobineau, Galton, Pareto, Vacher de la Poughe, Le Bon, Lombroso, Carrel et plus récemment Jesen, Eysenck, Wilson ou encore Lorenz. Ils sont tous spécialistes dans leur domaine : criminologues, sociologues, psychologues, etc., beaucoup de prix Nobel. Vénérés à leur époque, ils le sont encore aujourd'hui. Chaires de médecine, facultés, cercles divers reprennent leurs noms ; par les gouvernants de tous poils, ils sont élevés au rang de gourou, et pourtant, tous eugénistes émérites, dont Hitler fut le « génial » vulgarisateur.

Le Troisième Reich allemand était la réalisation presque parfaite du gouvernement scientifique biopolitique (et cela ne contredit pas les efforts de maints hommes de sciences à combattre hier comme aujourd'hui le fascisme), le gouvernement des élites qui programmèrent la mort d'humains comme l'on décrète celle des insectes nuisibles, par simple idéal eugéniste avec

même titre que lorsque l'on fait mention d'irrationalité et d'obscurantisme, auquel cas jeter un regard sur Hitler à la lumière de l'idéologie scientifique est-il déplacé ?

Hitler ne faisait-il pas qu'appliquer Malthus et son « contrôle des populations » ; Darwin « la sélection naturelle » et « la lutte pour la vie » ; Galton et ses théories eugénistes sur « les élites et leur circulation » ? Non nous dit-on. Il n'avait pas bien compris... Mais n'est-ce pas la science, historique cette fois-ci, qui nous conte cette histoire ? Hitler vivant était adulé (voire craint), Hitler mort peut bien être décrié et traité de fou pourvu que nous continuions à aduler les mêmes idoles que lui. Hitler n'était, tout compte fait, qu'un épiphénomène (pour ne pas parler de détail), il entre dans le projet scientifique américano-européen du XX<sup>e</sup> siècle, celui de l'aryanité, où l'on a vu catholicisme et nazisme converger dans leur dénonciation commune de la « conspiration juive et franc-maçonne ». Juifs qui eux-mêmes participèrent à l'imposture.

L'antisémitisme comme postulat historique éternel n'est alors qu'une illusion qui relève de la propagande des dévots de la « race juive ». Il n'y a pas plus de « race juive » que de « race aryenne ». Et Israël qui commerce aujourd'hui avec l'Afrique du Sud...

autres questions litigieuses seront évitées, de crainte de compromettre l'unité du mécanisme national ». On ne pourrait mieux dire sur l'absence des idées. Mais n'y a-t-il pas entente aussi quant à la commune adulation de la déesse science et du dieu progrès ? Même si l'on s'en dispute les vrais et dignes représentants, quiconque les remet en cause passe pour un fou, les curés eux-mêmes doivent s'en expliquer.

## Bavures

« Le patrimoine spirituel d'une civilisation vécu collectivement répond au patrimoine génétique d'une descendance biologique », (Giscard d'Estaing, 1974). Pourquoi Konrad Lorenz, éminent biologiste dit-on, écrit-il régulièrement dans *Nouvelle Ecole*, revue éditée par le G.R.E.C.E. (2) ? Pourquoi la sociobiologie (eugénisme moderne) est-elle enseignée en Grande-Bretagne et aux Etats-Unis dans les facultés ? Pourquoi le S.I.D.A. est-il déclaré fléau national dans maints pays, que l'O.M.S. (3) en fait de même et qu'elle déploie l'hygiénisme planétaire, sachant qu'elle est financée pour un tiers par l'Amérique puritaine ? Pourquoi Kurt Waldheim, ex-président de l'O.N.U. et ex-nazi, est président en Autriche ? Pourquoi enfin l'Europe ouvre-t-elle ses frontières surtout aux capi-

cannibale, poursuit son chemin, nous ne sommes pour elle que du bétail que l'on parque dans les Etats-nations. Le socialisme lui-même s'est affublé du titre de scientifique, les marxistes, mais aussi les anarchistes, ont, ou ont eu, ce souci de scientifique au relent de déterminisme. Quelques rares militants s'en inquiètent, dénonçant la guerre de gourous qui se jouerait sur notre peau. Le socialisme, dès lors qu'il s'est soucie de son titre de savant, s'est enfoncé dans la logique des élites intellectuelles, séparé des populations et se posant au-dessus d'elles.

## Le porte-parole de l'idéologie cannibale

Si la sacrée farce est de retour, forte de millions de suffrages, qui dès lors s'en étonnera. Elle n'a pas exclusivement l'apparence des cirés noirs, chemises brunes et bruits de bottes, elle réapparaît aujourd'hui et se fait le porte-parole tapageur de l'idéologie cannibale qui, elle, n'avait rien cédé, gardant son emprise sur le monde par-delà ses soubresauts les plus hideux, arguments « scientifiques » contre arguments « scientifiques ».

Que Le Pen soit le maître-d'œuvre le plus tonitruant du projet scientifique européen n'est au fond qu'un détail, il bénéficie du vide des discours et fait valoir la fermeté et la vigueur du sien, sous couvert d'arguments scientifiques et pseudo-scientifiques, à l'aide d'évidences bien comprises, invoquant comme ses ancêtres les grands sorciers qu'ont été Malthus, Darwin et consorts. La « crise économique » est encore une fois une confirmation des thèses de ces théoriciens, de la même façon que l'on peut théoriser sur la mort probable d'un individu que l'on empêcherait de manger : la mort confirme la thèse ! Ladite crise, elle, n'a pas d'incidence directe sur la base de recrutement des lepénistes, elle n'est qu'une confirmation de leurs thèses pour l'observateur non avisé.

L'argument scientifique qui prouverait l'ineptie des propos de Le Pen n'aurait que peu de poids. Le Pen n'est pas le fruit de cette situation, mais c'est cette dernière qui est le fruit du projet scientifique eugéniste, et centenaire maintenant, dont Le Pen n'est qu'un porte-parole.

Le socialisme, en invoquant les mêmes idoles, en reprenant les mêmes chemins sinueux d'explication et en se refusant à l'action émancipatrice ne peut qu'être désavoué, du moins quant à son projet.

Les mouvements ouvriers et révolutionnaires, s'il en reste, se trouvent de nouveau confrontés à de grands périls et chacun d'entre nous est au pied du mur. Voilà bien longtemps qu'hommes et femmes d'horizons divers annoncent le retour de la réaction, mais peut-être uniquement par jeu dialectique. Repousserons-nous longtemps l'évidence, reculerons-nous encore l'échéance, incrédules à nos prédictions d'antan ? La guerre est là, elle semble paisible, Chronos s'est de nouveau rendu maître du logos, celui qui a raison est celui qui a raison aujourd'hui. Guerre à la guerre, guerre aux cannibales.

BRUNO (Gr. du XI<sup>e</sup>)

(1) Cf. *Monde diplomatique*, avril 1988, « Des nazis parlent ».

(2) G.R.E.C.E. : Groupe de recherche et d'étude sur la culture européenne, créé à la fin des années 60 par des gens tels qu'A. de Benoist, Y. Blot, Lesquen.

(3) Organisation mondiale de la santé.



l'appui de tout l'attirail scientifique. Ce qu'annonçait Michel Bakounine en parlant du « gouvernement des savants aux têtes débordantes de cervelle » ne serait pas tant l'U.R.S.S. et le stalinisme que le nazisme et l'empire de la scientocratie.

## Une grande confusion

Qu'est-ce à dire ? On parle d'Hitler et on taille un costard à la science. Pourquoi faire l'impasse sur l'obscurantisme, les crises, la misère, l'irrationalité, porte de sortie du capitalisme, etc. ? Mais les thèses sur ces sujets ne manquent pas et de quoi parle-t-on lorsque qu'il est fait état de misère et de crise ? De système économique, et qu'il soit subi, consenti ou défendu n'est-il pas question d'idéologie au

La plus grande confusion règne alors, « la science », d'outil pour comprendre, devient instrument d'abêtissement. Il suffit de se parer du terme de scientifique pour prouver que l'on dit vrai, l'argument d'autorité se substitue à l'autorité de l'argument. L'histoire est instrument d'oubli lorsqu'elle se pare de l'autorité de la science ; « sens de l'histoire », « évolutionnisme » et autres « tâches historiques » ont déjà eu leur lot de martyrs, mais l'eugénisme et l'idée de l'Etat-race sont encore aujourd'hui à pied d'œuvre.

Y a-t-il aujourd'hui un groupe politique qui du P.C.F. au F.N. ne fasse de « l'intérêt national » l'objet de son adulation ? H. G. Wells disait au début du siècle : « Dans l'avenir, les conflits entre parties auront pour but de décider qui est le vrai patriote... toutes les

taux, peu aux citoyens, et les consolide-t-elle pour les « non occidentaux » ? A question simple, réponse obscure, la science historique autorisée compromet la clarté : s'il est président, c'est qu'il n'était pas nazi !

Pensez, pour terminer, tout le mystère qui est mis en scène pour nous révéler un « progrès » de la science ; écoutez de Closets ! chaque professeur, docteur, homme de science est présenté avec respect et vénération : les gourous vous parlent, ils percent pour vous l'insondable dans votre chair à coup de lobotomie et d'électrochocs ; ils sont habiles à faire parler les entrailles et nous restons muets.

Hitler a perdu la guerre dit-on, mais le projet scientifique américano-européen, incarné par une génération

souscrivez... abonnez-vous... souscrivez... abonnez-vous... souscrivez.